

LE DEVOIR



LES SPORTS

ACTUALITÉS

Première victoire de Montoya en Formule Un
Page B 4

La chanteuse Jeanne d'Arc Charlebois s'éteint
Page A 8

Vol. XCII N° 210

LE LUNDI 17 SEPTEMBRE 2001

87c + TAXES = 1\$

Réveil des Bourses américaines

Matin d'angoisse pour les marchés

GRÉGOIRE BISEAU
LIBÉRATION

Le monde de la finance retient son souffle. Toute la planète boursière aura, à 9h30, les yeux braqués sur l'ouverture des Bourses américaines. Après six jours d'interruption, la plus longue de l'histoire des États-Unis depuis la Première Guerre mondiale, Wall Street reprendra du service. Cette première séance risque d'être une des plus mouvementées. Toutes les économies occidentales sont suspendues aux lèvres du marché américain. Et, en cas de violente dégringolade, nul doute que le scénario dramatique d'un krach suivi d'une récession mondiale reviendra sur le devant de la scène. Après deux jours d'un calme angoissant, toutes les Bourses européennes ont d'ailleurs succombé à une crise de panique. Vendredi dernier, le Cac 40 a perdu 4,97 %, le Footsie à Londres 3,80 %, et le Dax allemand 6,29 %, anticipant un très mauvais réveil des Bourses américaines.

Ce manque de sang-froid européen a mis un peu plus de pression sur les courtiers de Wall Street, encore traumatisés par l'effondrement des deux tours symboles de la finance mondiale. Et, comme si cela ne suffisait pas, Dick Cheney, le vice-président des États-Unis, a déclaré hier, à la chaîne de télévision NBC, que l'économie américaine «pourrait tout à fait entrer en récession». Les marchés financiers apprécieront-ils ce langage de vérité? La réponse à cette question vaut beaucoup, beaucoup d'argent.

VOIR PAGE A 8: BOURSES

Les New-Yorkais reprennent Wall Street d'assaut

FRANÇOIS CARDINAL
ENVOYÉ SPÉCIAL DU DEVOIR

New York — Les yeux de bien du monde sont rivés sur New York aujourd'hui. Et les New-Yorkais le savent. Orgueilleux, ils vont tenter en ce premier jour de semaine de montrer que la vie d'un des plus grouillants quartiers du monde peut reprendre son cours malgré l'attentat sans précédent dont il a été victime. Ils ne tournent évidemment pas la page mais veulent absolument entamer un nouveau chapitre de cette bouleversante histoire.



SHAUN BEST REUTERS

Une femme lisait son journal non loin de la scène du désastre du World Trade Center hier. «Guerre», était-il écrit en manchette.

Tout au long du week-end, les autorités ont travaillé d'arrache-pied pour que l'épicentre de l'attaque soit le seul endroit inaccessible aux piétons, aux employés de Wall Street et aux commerçants ce matin. Tout autour, a promis le maire Rudy Giuliani, les échanges financiers se feront comme à l'accoutumée, les caisses enregistreuses feront entendre leur musique, les trottoirs seront bondés et les restaurants accueilleront leurs clients habituels. Du moins le souhaite-t-il.

Il manquera évidemment des milliers de personnes dont la routine de début de semaine comprenait lesdites activités. Des personnes en grande majorité coincées sous les décombres de ce qui fut le cœur du Financial District. Il ne sera facile pour personne, on s'en doute, de garder les yeux sur un

VOIR PAGE A 8: WALL STREET

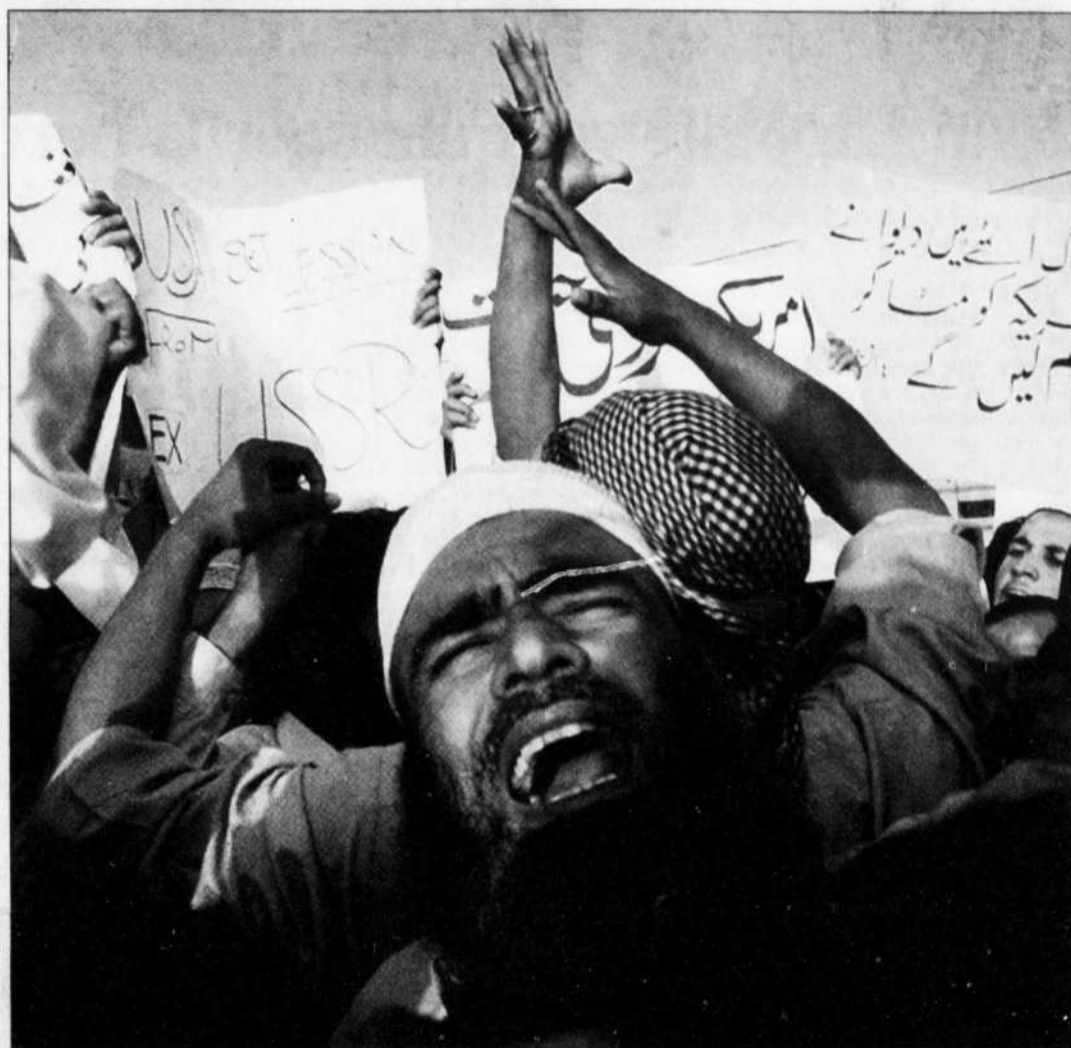
INDEX

Annonces.....	B 5	Mots croisés.....	B 5
Actualités.....	A 2	Météo.....	B 5
Avis publics.....	B 3	Planète.....	B 3
Culture.....	B 8	Religions.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Science.....	B 1
Idées.....	A 7	Sports.....	B 4
Monde.....	A 5	Télévision.....	B 7

L'Afghanistan sous pression

■ Le Pakistan somme Kaboul de lui livrer ben Laden
■ L'Europe prêche la prudence devant les menaces américaines

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA



ZAHID HUSSEIN REUTERS

Pendant que le gouvernement pakistanais se pliait aux exigences de Georges W. Bush et demandait aux talibans de lui livrer Oussama ben Laden, des membres d'un important parti religieux pro-talibans manifestaient leur désaccord dans les rues d'Islamabad et condamnaient tout projet d'attaque américaine contre l'Afghanistan.

Le leader terroriste Oussama ben Laden est sorti de son mutisme hier pour nier toute implication dans les attaques ayant détruit le World Trade Center et ébranlé le Pentagone. Mais la pression diplomatique a continué de s'accroître sur l'Afghanistan où réside le milliardaire saoudien, le Pakistan voisin ayant accepté de collaborer avec les États-Unis et même de dépêcher aujourd'hui une délégation auprès des talibans pour les convaincre de livrer ben Laden.

«Les États-Unis me montrent du doigt mais j'annonce catégoriquement que je ne l'ai pas fait», a fait savoir ben Laden par voie de communiqué.

Oussama ben Laden est maintenant considéré comme le «suspect numéro un» des autorités américaines pour les attentats terroristes de mardi dernier. «Nous sommes persuadés qu'il est de fait le suspect numéro un», a déclaré le vice-président Dick Cheney. «Je n'ai aucun doute sur le fait qu'il a joué un rôle dans cet attentat», a-t-il ajouté.



Oussama ben Laden

Les gants blancs sont donc tombés et les États-Unis ont durci leur rhétorique ce week-end. Le président américain George W. Bush parle d'une nouvelle forme de guerre, sans champ de bataille, l'opposant à un ennemi invisible, les «forces du mal». «Ceux qui déclarent la guerre aux États-Unis prennent la voie de leur auto-destruction. Je ne me contenterai pas d'un geste symbolique. Notre réponse doit être considérable, soutenue et efficace. Le temps est maintenant venu de gagner de manière décisive la première guerre du 21^e siècle.»

«Tout ceux qui portent l'uniforme doivent se tenir prêts», a prévenu le président. «Les États-Unis feront tout ce qu'ils doivent pour gagner cette guerre.» M. Bush a averti qu'il demanderait beaucoup à son peuple. «Nous ferons appel à votre patience car ce conflit ne sera pas de courte durée. Nous ferons appel à votre détermination car le conflit ne sera pas facile.»

VOIR PAGE A 8: AFGHANISTAN

Œil pour œil

«La souffrance ne disparaît pas dans l'acte de vengeance», dit le professeur d'éthique Denis Jeffrey

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Le sang appelle le sang. Le meurtre engendre le meurtre. L'Amérique, abominablement frappée au cœur, prépare sa réplique et annonce que le châtiement des coupables du monstrueux attentat ne fera pas de quartier. Le plus puissant pays du monde vient d'entrer dans une logique de la vengeance. Et cette voie ne pourra immanquablement que prolonger la terreur.

«Quand la vengeance devient la principale raison de vivre, elle s'installe au creux de l'âme et croît tel un sentiment sacré que rien ne peut contenir», dit Denis Jeffrey, professeur d'éthique à la Faculté des sciences de l'éducation de l'université Laval. Il vient tout juste de publier *Rompre avec la vengeance* (PUL), une présentation simplifiée des thèses de l'anthropologue et essayiste français René Girard qui, dans toute son œuvre, s'interroge sur les origines de la violence.

«René Girard a essayé de comprendre pourquoi la violence appelle la violence, comment la vengeance appelle la vengeance», poursuit M. Jeffrey dans son introduction. Il montre que la vengeance contient les sources de vie, concérise la mémoire, devient hantise et obsession. [...] Aucun acte de violence, en fait, ne peut

satisfaire l'insatiable besoin de délivrance de l'homme souffrant. La souffrance ne disparaît pas dans l'acte de vengeance.»

Réflexions creuses en odeur de sainteté? Divagations naïves de pacifiste borné? Le problème de la vengeance se retrouve pourtant au cœur du bouleversement mondial en cours. Le ministre de la Défense allemand Rudolf Scharping s'est montré très circonspect en affirmant la semaine dernière qu'il ne s'agissait pas pour son pays de «participer à une guerre» mais «de savoir comment répondre de façon appropriée». Cette réponse «ne sera pas dictée par la volonté de vengeance ou de revanche», a-t-il ajouté. De même, Amnesty International a appelé la communauté internationale, et notamment les États-Unis, à rechercher les auteurs des attentats de New York et Washington dans un esprit de «justice» et non de «vengeance». Bref, la faute, horrible, exige réparation, mais dans les limites des balises posées par le droit.

Le professeur Jeffrey n'en pense pas moins. «Si le président américain fait vengeance, s'il ordonne par exemple le bombardement de Kaboul en Afghanistan, tuant aveuglément des populations innocentes, il sera difficile de différencier le coupable de la victime», explique-t-il. «Le monde entrera alors dans un cycle infernal de violence infinie.»

VOIR PAGE A 8: VENGEANCE



ALI JAREKJI REUTERS

Rite de pacification hier à Amman: des Jordaniens tenaient des cierges au cours d'une cérémonie à la mémoire des victimes de l'attaque terroriste menée contre les les États-Unis.

L'Opium des talibans

Tournage clandestin en terre afghane

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

C'est le film à voir avant que tout ne soit détruit par les bombes américaines, pourrait-on dire avec une triste ironie. Quoiqu'il n'y a plus grand-chose à détruire: les images montrant les quartiers complets de Kaboul en ruine totale le montrent assez fortement.

L'Opium des talibans, diffusé ce soir à Télé-Québec, permet de constater de visu pourquoi l'Afghanistan est devenu le premier producteur mondial d'opium.

Il y a quelques mois une petite équipe française est en effet parvenue à entrer dans ce pays et à filmer grâce à une petite caméra cachée, un véritable tour de force. Ce film de François Margolin et Olivier Weber, coproduit par la chaîne française spécialisée en documentaires Odyssee, recevait en janvier dernier une mention spéciale du jury au Festival international des programmes audiovisuels (FIFA) de Paris. Femmes emmurées dans leur voile obligées de mendier dans la rue, Afghans lucides qui constatent que le régime n'a plus un sou pour ouvrir des écoles ou pour relancer l'économie autrement que par la culture de l'opium, enfants enjoués comme tous les enfants du monde, hommes déterminés prêts à défendre par les armes leur village devant les attaques de l'opposition, talibans eux-mêmes emprêtrés dans leurs propres contradictions, tous témoignent devant la caméra, y compris certains responsables talibans qui ont été filmés avec leur accord bien que le régime interdise cette prise d'images.

«Pourquoi vous ne nous aimez pas?» lance l'un deux visiblement découragé, un cri du cœur qui témoigne de l'ampleur du fossé entre nos perceptions occidentales et la leur.

Mais le film (qui n'aborde pas la question de ben Laden, précisons-le) prend surtout la forme d'un document de choc sur la culture de l'opium.

VOIR PAGE A 8: TOURNAGE

7 83131 00064 1

• LES ACTUALITÉS •

Sondage Léger Marketing

Une petite majorité des Canadiens sont favorables à la peine de mort

PRESSE CANADIENNE

Une très faible majorité de Canadiens est en faveur de la peine de mort, même au Québec. Au Canada, il n'y a que dans les Maritimes qu'une majorité de citoyens s'y oppose.

C'est ce qui ressort d'un sondage Léger Marketing, réalisé le mois dernier, auprès de 1508 Canadiens et remis à la Presse canadienne.

Au Canada, 53 % des citoyens sont favorables à la peine de mort pour une personne reconnue coupable de meurtre, contre 43 % qui y sont défavorables. Au Québec, 53,5 % des citoyens y sont favorables; 44 % s'y opposent. Les proportions ne varient guère d'une province ou région à l'autre, sauf dans les provinces atlantiques et l'Alberta, où on remarque une position plus ancrée dans un sens ou dans l'autre.

Ainsi, dans les provinces atlantiques, ce sont seulement 33 % des gens qui se disent en faveur de la peine de mort dans les cas de meurtres. Quelque 54 % des gens s'y opposent, alors que 13 % restent indécis ou refusent de répondre.

A l'inverse, en Alberta, une majorité plus significative, soit 62 % des résidents, approuve la peine de mort pour une personne reconnue coupable de meurtre, alors que 36 % s'y opposent.

Retransmission à la télévision

Une majorité très nette de citoyens affirme qu'elle ne regarderait pas la retransmission à la télévision de l'exécution d'un condamné à mort, soit 84 % des Canadiens et 88 % des Québécois. Néanmoins, 15 % des Canadiens et 11 % des Québécois admettent qu'ils l'écouteraient.

Toutefois, les habitants de la Saskatchewan et du Manitoba y seraient plus disposés que les autres Canadiens, 22 % — les deux provinces sont regroupées pour les fins du sondage — avouant qu'ils regarderaient cette retransmission à la télévision, bien que 76 % soutiennent qu'ils ne le feraient pas.

Les raisons les plus souvent citées par les Canadiens qui sont en faveur de la peine de mort — 789 répondants — sont: «pour que les coupables ne puissent plus recommencer» (35 %); «pour que justice soit faite» (24 %) et «pour dissuader les criminels» (22 %).

Les motifs les plus souvent évoqués par les Canadiens qui s'opposent à la peine de mort — 655 répondants — sont: «pour éviter le risque d'une erreur judiciaire» (38 %) et «parce que la société n'a pas le droit de tuer» (38 %).

Le sondage a été réalisé auprès de 1508 Canadiens adultes, du 3 au 13 août. La marge d'erreur est de 2,6 %, 19 fois sur 20.

Élection partielle dans Jonquière

Le Parti québécois n'aurait qu'une avance de sept points

PRESSE CANADIENNE

Selon un sondage de la firme UniMarketing, le Parti québécois n'aurait qu'une faible avance de sept points dans la circonscription de Jonquière, au cœur du Saguenay, une région reconnue comme un bastion souverainiste.

Cette enquête, réalisée pour le compte du *Soleil*, du *Progrès-Dimanche* et de la station régionale de Radio-Canada, laisse entendre que le PQ ne peut se reposer sur ses succès passés pour ce qui est de la circonscription de l'ex-premier ministre Lucien Bouchard.

Conduite à la mi-septembre, elle donne, après répartition des indécis, 41 % du soutien populaire à la péquiste Nicole Racine. La candidate du PLQ, Françoise Gauthier, la suit avec 34 % des voix. L'Action démocratique du Québec se voit aussi décerner un bon score: 20 % des répondants ont favorisé l'adéquate Michèle Boulianne.

Le coup de sonde diffère de celui conduit dans Laviolette ou la maison d'enquête d'opinion SOM accor-

de une avance de 15 points aux troupes du chef libéral Jean Charest dans une lutte dont est absente l'ADQ. Par contre, UniMarketing fait aussi état d'un sérieux effritement des fondations du PQ dans Jonquière.

Lors de l'élection générale de 1998, Lucien Bouchard avait distancé par 13 923 votes son adversaire libéral. Il s'agissait d'une des avances les plus considérables dans la province pour sa formation politique. Au référendum de 1995, les tenants du OUI y avaient écrasé l'opposition en récoltant 71 % des voix.

Cette fois, prédit UniMarketing, «l'écart est faible. La lutte dans les semaines à venir sera chaude et se jouera sur la capacité des organisations à faire sortir le vote».

Un point réjouira les stratèges du Parti québécois. Leur formation politique a consolidé ses positions. En juillet, le même sondeur ne mettait le PQ en avant dans les intentions de vote que par cinq points (45 % contre 40 % pour le PLQ).

Une majorité de répondants, soit 57 %, se dit satisfait du travail du gouvernement du Québec. Le pre-

mier ministre Bernard Landry est d'ailleurs celui en qui les répondants ont le plus confiance (34 %) comme chef. Les libéraux subissent une rebuffade à ce chapitre: le leader de l'ADQ, Mario Dumont (25 %), devance Jean Charest (19 %).

La collecte des données a été réalisée du 7 septembre au 13 septembre 2001 par voie d'entrevues téléphoniques. L'échantillon a été tiré de façon aléatoire à partir des échanges téléphoniques sur le territoire à l'étude. De plus, une sélection aléatoire de la personne sondée au sein des ménages a été effectuée. En tout 500 entrevues ont été effectuées sur le territoire de la circonscription électorale provinciale de Jonquière pour un taux de réponse de 61 %. Le taux de refus se situe à 23 % et le taux de non-réponse (partici-pant sélectionné absent, pas de réponse, répondeur) s'établit à 16 %.

Les résultats d'ensemble sous-tendent une marge d'erreur de 4,4 %, 19 fois sur 20. Les résultats du sondage ont été pondérés selon l'âge, le sexe et la scolarité.

Rôle des sénateurs

Jean Lapointe veut changer la perception du public

ISABELLE RODRIGUE
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Il n'arrivera officiellement dans son siège du Sénat que mardi, mais Jean Lapointe a passé l'été à répéter son prochain spectacle et, du coup, à s'exercer à son nouveau rôle de sénateur.

«Depuis que je suis nommé sénateur, je fais des gags là-dessus. D'ailleurs, dans un numéro de mon prochain spectacle, je parle du sénateur Lapointe. Je commence assis sur un fauteuil et on me réveille», mentionne en riant celui qui sera assermenté mardi, journée de rentrée au Sénat.

A quelques jours de la rentrée à Ottawa, le sénateur Lapointe se disait impatient, voire nerveux de se mettre au travail: il peut bien en rire, le chanteur, comédien et humoriste prend son nouveau travail très au sérieux. Il espère même faire changer les perceptions et l'image, dans la population, du sénateur peu utile.

«Je me suis donné aussi comme mandat d'expliquer mon nouveau travail. Vous savez, c'est très sérieux le Sénat. Il se fait du bon travail, je ne savais pas tout le travail qui s'y fait. Et il y a des gens compétents [...] Si je peux apporter une certaine vulgarisation de la composante du Sénat et du travail qui s'y fait, parce que je suis connu du grand public, je le ferai et ça fait partie de mes intentions», a-t-il déclaré dans une entrevue à la Presse canadienne.

La marijuana

Ses autres intentions ont déjà défrayé les manchettes. Cet été, le chanteur déclarait à des journalistes vouloir travailler à légaliser l'usage de la marijuana, une position qui contraste avec celles des libéraux, la grande famille qui lui a permis d'entrer à la Chambre Haute.

«Je n'aurais pas dû répondre. Mais

comme je manque d'expérience comme sénateur et que j'ai mon franc-parler...», souligne-t-il.

M. Lapointe ne se dérobe pas pour autant et il dit ne pas avoir changé d'avis.

«Les grandes tournées à n'en plus finir, je n'en veux plus»

«Si j'avais à voter aujourd'hui, je serais pour [la légalisation]. Mais je n'ai pas toutes les données. J'ai des questions à poser», précise celui qui devrait d'ailleurs siéger au comité sénatorial sur les drogues illicites. Dans son esprit, la marijuana ressemble à l'alcool. «Doit-on priver 95 personnes parce que cinq autres personnes ont des problèmes?» s'interroge-t-il. Et l'alcool il connaît. Après des années de dépendance, il a mis sur pied une fondation qui lutte contre l'alcoolisme et les autres toxicomanies. Il y a vu les ravages des drogues dures (héroïne, cocaïne, etc.) et il est catégorique: pas question d'ouvrir la porte à la légalisation de celles-là.

M. Lapointe devrait également être du comité mixte sur la culture, un autre de ses sujets de prédilection. «Je veux me pencher sur des problèmes humains et apporter une contribution, si c'est possible», indique le chanteur.

Quant à son horaire, il le partagera en deux. Les semaines où le Sénat siège, il sera à Ottawa. Il consacra les autres semaines à ses spectacles et à la promotion de son nouvel album.

«J'avais décidé, avant d'être nommé sénateur, de réduire un peu mes activités [...] Les grandes tournées à n'en plus finir, je n'en veux plus», indique celui qui aura 66 ans en décembre et qui célébrera, l'an prochain, ses 50 ans de métier dans le domaine de la chanson.

Outre M. Lapointe, la comédienne Viola Léger, le journaliste Laurier La-Pierre et l'avocate Mobina Jaffer feront leur entrée au Sénat. Ils ont été nommés par le premier ministre Jean Chrétien en juin dernier.

LE LEXUS RX 300 2001



En prime : l'admiration et l'envie de tous.

Vous savez déjà que le RX 300 est doté de caractéristiques spectrales comme un dispositif de contrôle du dérapage du véhicule, quatre roues motrices, un régulateur de traction et des freins ABS. Mais sachez qu'en optant pour l'achat ou la location-bail d'un RX 300 Édition Limitée, vous en aurez encore plus pour votre argent, 2 250 \$ de plus, en fait ! Les deux versions comprennent : intérieur cuir, sièges avant chauffants, panneau de toit transparent et rétroviseurs à atténuation électrochromique. L'Édition Luxe a des garnitures en ronce de noyer, alors que l'Édition Sport, elle, est rebaussée de garnitures en aluminium brossé (et d'un aileron arrière). Inutile de dire qu'au volant, vous ferez l'objet de l'admiration et de l'envie de tous. Pour l'adresse d'un concessionnaire Lexus ou pour des renseignements : 1 800 26-LEXUS • www.lexus.ca

LE RX 300 ÉDITION LUXE

575 \$* Au prix de 51 250 \$

LE RX 300 ÉDITION SPORT

585 \$* Au prix de 51 850 \$

À la conquête de la perfection. LEXUS

*Le taux d'intérêt de 5,9 % s'applique à des plans de location de 36 mois de Toyota Credit Canada Inc. sur approbation du crédit pour les véhicules Lexus RX 300 2001 neufs. Cette offre s'applique uniquement aux véhicules en stock chez le concessionnaire et elle ne peut être combinée à aucune autre offre. EXEMPLE DE PAIEMENT : RX 300 (Groupe B). Taux d'intérêt de 5,9 % - Durée : 36 mois - PDSF : 51 250 \$ - Achat ou échange équivalent : 9 900 \$ - Mensualité de location : 575 \$ - Dépôt de garantie : 500 \$ - Limite de kilométrage : 24 000 km par an. Frais de 0,15 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire (0,10 \$ par kilomètre si contenu au moment de la signature du contrat de location). Frais de transport et de préparation, assurance et toutes taxes applicables en sus. Voyez votre concessionnaire Lexus le plus près pour plus de détails. L'offre prend fin le 1^{er} octobre 2001. Le modèle peut être montré avec un équipement en option. *Le taux d'intérêt de 5,9 % s'applique à des plans de location de 36 mois de Toyota Credit Canada Inc. sur approbation du crédit pour les véhicules Lexus RX 300 2001 neufs. Cette offre s'applique uniquement aux véhicules en stock chez le concessionnaire et elle ne peut être combinée à aucune autre offre. EXEMPLE DE PAIEMENT : RX 300 (Groupe C). Taux d'intérêt de 5,9 % - Durée : 36 mois - PDSF : 51 850 \$ - Achat ou échange équivalent : 9 900 \$ - Mensualité de location : 585 \$ - Dépôt de garantie : 500 \$ - Limite de kilométrage : 24 000 km par an. Frais de 0,15 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire (0,10 \$ par kilomètre si contenu au moment de la signature du contrat de location). Frais de transport et de préparation, assurance et toutes taxes applicables en sus. Voyez votre concessionnaire Lexus le plus près pour plus de détails. L'offre prend fin le 1^{er} octobre 2001. Le modèle peut être montré avec un équipement en option.

• ENTRE LE DEUIL ET LA RIPOSTE •



ALI JAREKEJI REUTERS

Ces musulmanes se sont rendues hier à l'ambassade américaine d'Amman pour signer un livre spécial de condoléances destinées aux familles des victimes des attentats de New York et Washington. Des milliers de Jordaniens ont effectué ce geste symbolique au cours du week-end. De même, le Conseil officiel jordanien chargé de prononcer des avis religieux a dénoncé les attentats du 11 septembre aux États-Unis. «Le Conseil dénonce ces pratiques horribles [...] et exhorte le monde occidental à ne pas formuler hâtivement, d'une façon générale, des accusations contre l'islam et les musulmans», peut-on lire dans un décret officiel publié hier soir.

Un problème de cible

L'armée américaine est prise au dépourvu par un terrorisme utilisant des moyens civils contre des objectifs civils

JEAN-DOMINIQUE
MERCHET
LIBÉRATION

«On a un foutu problème de cible.» Cité par le *Washington Post*, ce responsable américain résume bien la situation. Soutenu par 71 % des Américains qui souhaitent une action militaire, le président George W. Bush peut bien marteler: «Nous sommes en guerre» et désigner Ben Laden comme étant le «principal suspect». Mais ça ne suffit pas pour programmer les ordinateurs de bord des nouvelles bombes JDAM (joint direct attack munitions)... «La victoire contre le terrorisme ne se fera pas en une seule bataille, n'a pas manqué de prévenir le président Bush, samedi à la radio, mais par une série d'actions décisives contre les organisations terroristes et ceux qui les hébergent et les soutiennent.»

Dès jeudi, des responsables américains rapportaient que l'armée préparait toute une série d'options militaires. Mais, sauf à parier sur l'imbécillité des hommes de Ben Laden, il est probable qu'ils ont quit-

té leurs installations depuis un moment. L'US Navy et l'US Air Force ont, bien entendu, les capacités de détruire à distance tout ce qui pourrait ressembler à un camp d'entraînement, en Afghanistan ou ailleurs. Depuis l'océan Indien, les croiseurs peuvent lâcher leurs missiles Tomahawk, à 600 000 dollars l'unité (652 000 euros). Ou, décollant de Whiteman (Missouri), les bombardiers B-2 ont la capacité d'attaquer des cibles au Moyen-Orient puis de rentrer directement sur leur base.

De son côté, le Special Operations Command rassemble une multitude d'unités (Rangers, Special Forces, Seals...) entraînées aux actions commandos. Hier, les marines ont d'ailleurs fait une démonstration de leurs capacités en débarquant 3000 hommes sur les côtes du Timor-Oriental.

Personne ne doute que l'Amérique soit une grande puissance militaire: elle avait prévu de dépenser, cette année, 329 milliards de dollars pour sa défense. Mais l'armée américaine a une guerre de retard. Capable de gagner à nouveau la guerre du Golfe, elle est prise au dépourvu par un terrorisme utilisant des moyens civils contre des objectifs civils. L'administration

Bush le savait, bien avant les attentats. Autour de Donald Rumsfeld et de Paul Wolfowitz, le secrétaire à la Défense et son adjoint, l'équipe républicaine avait entrepris de réformer en profondeur l'appareil militaire pour faire face aux «nouvelles menaces».

Et ce, contre l'opinion de la haute hiérarchie militaire, soutenue par des industriels de l'armement et de nombreux élus locaux.

Le Pentagone souhaitait en effet réduire la taille des armées et même renoncer à certains nouveaux programmes comme le futur avion JSF. Une nouvelle Quadrennial Defense Review, fixant les orientations stratégiques, devait être publiée à la fin du mois.

«Nous sommes entrés dans une nouvelle ère, complètement différente. Le Président, le secrétaire à la Défense l'ont clairement laissé entendre: tout va changer», déclarait dès jeudi Paul Wolfowitz. Cela vaut aussi pour les militaires, qui vont devoir apprendre — dans — à faire une nouvelle guerre, vite laquelle ils ne seront pas les seuls à livrer bataille. «Vous ne luttez pas contre le terrorisme avec les seules forces militaires. Vous le faites avec toutes les ressources du gouverne-

ment américain», explique le secrétaire adjoint à la Défense. Policiers, services de renseignements, diplomates vont être mobilisés dans cette «campagne», au même titre que les militaires. La guerre devient l'affaire des civils.

«Sanctuaires»

Comme Bush l'explique, il s'agit non seulement de s'en prendre directement aux terroristes, mais aussi à tout ce qui leur permet d'agir. Ce que le Pentagone appelle leur «système de soutien» et leurs «sanctuaires».

S'agit-il d'États-nations, comme l'Afghanistan et l'Irak, contre lesquels des actions militaires sont possibles? Ou de réseaux mondialisés dont certains dirigeants peuvent résider sur le territoire afghan, mais dont les pilotes kamikazes s'entraînent en Floride?

Dans ce cas, le conflit exigera «patience, subtilité et secret», des vertus qui ne sont pas «caractéristiques de l'Amérique», expliquent les analystes du groupe d'études stratégiques Stratfor. De ce débat en cours à Washington dépend la forme que prendra la riposte. Et son efficacité.

«Les professionnels tranquilles» sont prêts

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Les forces spéciales américaines doivent jouer un rôle de premier plan dans la guerre contre le terrorisme, qui privilégiera la rapidité, la furtivité et des tactiques non conventionnelles.

La riposte américaine aux attaques terroristes de mardi, prendra souvent la forme d'«opérations spéciales», a déclaré hier le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld.

«Les gens qui se sont portés volontaires pour ces missions et qui s'y sont entraînés — Dieu les bénisse — ont sans aucun doute un rôle très important pour notre pays», a-t-il dit. Ces sont des forces «non conventionnelles» et «nous avons à faire à des temps non conventionnels: nous pourrions avoir besoin de davantage» de soldats de ce type, a-t-il insisté.

Les États-Unis disposent d'un peu de 50 000 soldats — d'active ou réservistes — entraînés pour mener des opérations spéciales à l'étranger et placés sous un commandement unique, situé à Tampa (Floride, sud-est), sur la

base aérienne de MacDill. «Les professionnels tranquilles», comme ils aiment se surnommer, sont sélectionnés pour les missions les plus difficiles et entraînés pour mener leurs actions au sein d'unités autonomes souvent dans un environnement très difficile, derrière les lignes ennemies.

Certaines unités sont «secrètes» comme la mythique Force Delta, créée en 1977, et plus connue depuis l'inefficace opération «Desert One» pour libérer les otages américains en Iran, en 1980, et pour ses interventions en Somalie ou en Colombie.

L'armée de Terre dispose pour sa part de 30 000 soldats appartenant à des unités d'élite, notamment les «bêrets verts».

Créés en 1962 par le président John F. Kennedy pour contrer des insurrections dans les pays du tiers-monde, les «bêrets verts» se sont davantage affichés ces dernières années, pour former des soldats de pays d'Afrique, Asie ou Amérique latine.

Leur force repose dans leur maîtrise des langues et des cultures étrangères ainsi que

dans leur adaptabilité au terrain. Chaque membre de ces petites unités de 12 personnes a suivi un entraînement multidisciplinaire et intensif dans les domaines médical, technique, de la démolition, des communications ou encore de l'armement.

Pour des opérations commando de plus grande ampleur, l'armée de Terre dispose du 75^e «Ranger Regiment», une unité d'infanterie légère sur-entraînée spécialisée dans le combat de nuit. Les «Rangers» sont intervenus dans tous les conflits majeurs auxquels ont participé les États-Unis depuis la guerre du Vietnam.

En Somalie, à Mogadiscio, ils ont essuyé un échec cuisant en 1993, quand 18 d'entre eux furent enlevés et tués lors d'une mission visant à capturer un chef de guerre. La Marine dispose pour sa part de 6000 soldats d'élite, notamment aux équipes SEAL (phoques), avec des escadrons et unités spéciales en bateau. Les SEAL — sigle pour air, mer et terre — agissent en sections de 16 hommes à partir de plateformes maritimes, essentiellement pour des opérations commando et de reconnaissance.

La Saison du Québec à New York

Le buzz, c'est fini «L'enthousiasme était très grand»

FRANÇOIS CARDINAL
ENVOYÉ SPÉCIAL
DU DEVOIR

New York — Une publicité quart de page dans l'édition de samedi du *New York Times* a mis officiellement fin au buzz. Le buzz? C'est ainsi que la déléguée générale du Québec à New York, Diane Wilhelmy, qualifie l'effervescence qu'avait suscitée ces dernières semaines l'ouverture prochaine de la Saison du Québec à New York. Saison qui a évidemment été éclipsée par les événements tragiques qui secouent la Grosse Pomme depuis mardi.

Mais bien que certaines activités soient annulées et d'autres reportées, la déléguée ne se dit pas pour autant déçue de la tournure des événements. Comment l'être alors que des milliers de personnes sont encore coincées dans les décombres quelques pâtés de maisons plus loin? C'est plutôt avec sérénité qu'elle se dit que les efforts qui ont été déployés ces derniers mois n'auront pas été vains.

«L'enthousiasme était très grand ici, note-t-elle, autant du côté des institutions new-yorkaises avec lesquelles on a travaillé que du côté des journalistes américains. On sentait vraiment un buzz alors que les gens qui recevaient notre programme nous disaient: "It's really a big thing!" Evidemment, en raison de la tragédie, le buzz ne sera plus. Mais, à très long terme, il y aura tout de même beaucoup d'impacts positifs pour le Québec», croit-elle. Il y a tout d'abord la connaissance de New York qu'ont acquise les créateurs,

présentateurs et artistes québécois qui ont travaillé au projet. La Déléguée elle-même, selon Mme Wilhelmy, a appris beaucoup de cette expérience sur la façon notamment de mieux vendre l'image du Québec en sol américain.

«Au Québec, nous n'avions jamais travaillé sur notre image à une aussi grande échelle, a-t-elle fait remarquer. On se l'était d'ailleurs fait dire lors du Sommet de l'emploi en 1996: le territoire américain est un territoire stratégique pour faire des affaires publiques. M. LeVitt, qui présidait un comité dans le cadre du rapport Bérard, avait même dit que l'image du Québec aux États-Unis n'était pas traitée adéquatement.»

«En ce sens, a-t-elle ajouté, on a tous grandi ensemble quant à notre façon d'acquiescer ces outils professionnels. On comprend mieux encore maintenant tout le professionnalisme nécessaire pour travailler à New York. Il ne faut jamais oublier que tout le monde veut venir ici pour expliquer à quel point il est bon!»

Mme Wilhelmy croit également qu'à elle seule, la couverture médiatique qu'a reçue la Saison avant de prendre son envol a justifié les dépenses qui ont été faites (le budget prévu était de 15 millions). Elle a rappelé en ce sens que le *New York Times* a publié récemment un texte fort élogieux sur Robert Lepage et la créativité québécoise à la une de son cahier Arts & Leisure.

«C'est l'équivalent de millions de dollars dépensés en publicité», s'est-elle réjouie.

L'événement devait avoir lieu du 13 septembre au 7 octobre.

Deux couteaux achetés en Suisse

Berne (AP) — Un des terroristes impliqués dans les attentats a acheté deux couteaux en Suisse: «Ils ont été achetés avec les cartes de crédit d'un des principaux suspects», a déclaré hier à l'agence Associated Press le porte-parole du département fédéral suisse de Justice et Police (DFJP), Viktor Schlumpf.

Aucune autre information, concernant notamment le lieu et la date, n'a été fournie. Par ailleurs, le ministère public de la Confédération

helvétique a ouvert une enquête de police judiciaire. Cette enquête concerne notamment un des terroristes impliqués dans la destruction du World Trade Center qui aurait séjourné en Suisse. Vendredi, le chef des services de renseignements intérieurs, Urs von Daeniken, avait fait savoir qu'il existait des indices selon lesquels au moins un des terroristes avait séjourné «un certain temps» dans le pays, et il est possible qu'il ait employé une fausse identité.

loto-québec

6/49	Tirage du 2001-09-15	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	2 000 000,00 \$	
5/6+	4	144 747,90 \$	
5/6	215	2 154,40 \$	
4/6	11 800	75,20 \$	
3/6	222 216	10,00 \$	
Numéro complémentaire: 18		Ventures totales: 13 515 796 \$	
		Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$	

4/9	Tirage du 2001-09-15	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	1	50 000,00 \$	
5/6	32	500,00 \$	
4/6	1 506	50,00 \$	
3/6	25 764	5,00 \$	
Numéro complémentaire: 04		Ventures totales: 577 503,50 \$	

6/49 + SUPER 7	Tirage du 2001-09-15	GAGNANTS	LOTS
24 36 38 40		52	192,31 \$
GAGNANTS		LOT	
		52 192,31 \$	
*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 4/9 sur le même billet sont admissibles à la promotion.			
Extra	Tirage du 2001-09-15		
NUMÉRO	LOT		
164820	100 000 \$		
Extra	Tirage du 2001-09-14		
NUMÉRO	LOT		
111657	100 000 \$		
		Ventures totales: 11 679 632 \$	
		Prochain gros lot: 7 500 000 \$	

Le jeu doit rester un jeu

TVA, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

L'ŒIL OUVERT CE SOIR 21 H

L'opium des talibans

Un documentaire inquiétant et... d'actualité.

Télé-Québec
telequebec.tv

• ENTRE LE DEUIL ET LA RIPOSTE •



MOLLY RILEY REUTERS

Tournant le nez au Capitole, un avion de la compagnie US Airways a pris son envol hier de l'aéroport national Reagan, près de Washington. L'engin n'avait aucun passager à son bord. Alors que tous les autres aéroports américains ont repris leurs activités après les attentats du 11 septembre, l'aéroport national Reagan reste fermé à cause de la proximité de la Maison-Blanche, du Pentagone et d'autres édifices gouvernementaux importants.

La reprise des vols se poursuit

AGENCE FRANCE-PRESSE

Paris — La reprise graduelle des circulations aériennes internationales avec les États-Unis s'est poursuivie hier, des dizaines de milliers de passagers affluant dans les principaux aéroports de la planète dans l'espoir de pouvoir gagner leur destination.

Interrompu après les attentats qui ont frappé New York et Washington mardi, le trafic international avec les États-Unis a repris depuis vendredi, d'abord avec les seules compagnies américaines, puis avec les principales compagnies européennes samedi, sur autorisation des autorités américaines de l'aviation civile (FAA).

Hier, la Russie a repris ses liaisons avec un vol de l'Aeroflot à destination de New York, entouré d'importantes mesures de sécurité. D'autres vols ont été prévus aujourd'hui pour San Francisco, Seattle, Los Angeles et Washington depuis la Russie, où plus de 10 000 personnes sont en attente d'un départ pour les États-Unis. La Chine, qui avait repris ses vols depuis samedi, prévoyait de tous les assurer hier. En Jordanie, Royal Jordanian a annoncé la reprise de ses vols à partir d'hier soir.

Le nombre important de passagers en attente, l'incertitude sur les horaires annoncés et le renforcement des contrôles de sécurité ont provoqué une certaine effervescence dans les aéroports.

Air France a dû appeler les passagers en partance pour les États-Unis à ne pas se présenter plus de trois heures à l'avance, le terminal de départ de Paris-Roissy étant en voie de saturation.

La compagnie française a assuré hier 10 vols vers les États-Unis, dont trois pour New York, un pour Philadel-

phie, San Francisco, Los Angeles, Atlanta, Chicago, Miami, Washington. Un onzième vol à destination de Boston devait partir en début de soirée. Dix appareils d'Air France ont en outre transporté 3000 passagers entre les États-Unis et la France.

Aujourd'hui, Air France assurera 11 vols pour les États-Unis, vers les mêmes villes qu'hier. Dix autres appareils de la compagnie aérienne feront le trajet entre les États-Unis et la France.

Les vols Air France à destination d'Israël et du Canada seront tous assurés.

Comme la veille, six vols American Airlines étaient prévus hier entre la France et les États-Unis, et six vols dans l'autre sens.

Delta Airlines prévoyait quatre vols entre la France et les États-Unis (trois au départ de Paris pour New York, Cincinnati, Atlanta, et un Nice-New York), au lieu de cinq un dimanche normal.

Dans l'autre sens, les cinq vols Delta programmés devaient être assurés (deux Atlanta-Paris, un Cincinnati-Paris, un New York-Paris et un New York-Nice). La compagnie a cependant prévenu que ce programme était soumis à la disponibilité des avions de retour du Canada où ils avaient été dérottés mardi.

US Airways a de son côté précisé que tous ses vols à destination de l'Europe et des Caraïbes devaient être assurés hier.

Les principales compagnies européennes, dont Lufthansa, Swissair, Alitalia, TAP Air Portugal, Iberia, ont repris leurs vols depuis samedi et ont mis en place de stricts contrôles de sécurité.

Depuis les aéroports d'Europe du Nord, les vols à destination des États-Unis ont également repris depuis samedi, mais au compte-gouttes.

Le débat sur le cryptage est relancé

PAULINE GRAVEL
LE DEVOIR

Le drame du 11 septembre dernier a relancé le débat sur la cryptographie, qui permet notamment aux internautes de s'envoyer des informations confidentielles sous une forme cryptée, difficile, voire presque impossible à déchiffrer. Faut-il interdire les outils de cryptage qui offrent une protection presque sans faille des données personnelles? Peut-on sacrifier le respect de la vie privée au nom de la sécurité?

Depuis quelques années déjà, les défenseurs des libertés individuelles appréhendaient qu'une attaque terroriste pousse le Congrès américain à interdire les produits servant à crypter les communications téléphoniques et électroniques car ces technologies compliquaient grandement le travail des enquêteurs autorisés à mettre sur écoute de potentiels criminels.

Il semble que l'assouplissement des règlements limitant l'utilisation et la diffusion des procédés de cryptage qu'avait accordé le gouvernement Clinton dans un souci d'équilibre entre vie privée et sécurité ait été clairement remis en cause ces derniers jours par les politiciens américains et les responsables de la défense. Ceux-ci rappelaient que des extrémistes, tels que Oussama ben Laden, un adepte de la cryptographie, pouvaient accéder très facilement — notamment sur Internet

— à des logiciels de cryptage et des dispositifs capables de rendre leurs communications inintelligibles aux oreilles indiscretes.

Jeudi passé, le sénateur républicain Judd Gregg a demandé «une interdiction globale des produits de cryptographie sans passe-partout pour les autorités gouvernementales». M. Gregg prédit que, sans une telle exigence, «le pas de géant qu'a connu la cryptographie» fera échouer les efforts que déploie le gouvernement américain pour assurer la sécurité des Américains.

Sur la sellette

Les propos de l'ancien directeur du FBI, Louis Freeh, sont ainsi soudainement revenus sur la sellette. Ce dernier déclarait il y a quelques années que les activités terroristes étaient suffisamment développées pour qu'ils aient recours à des dispositifs de cryptage. M. Freeh déclarait qu'une prolifération libre et sans restriction de ces produits pouvait nuire à la sécurité et rendre la lutte contre le terrorisme beaucoup plus difficile.

Jeudi soir, le Sénat américain approuvait finalement le «Combating Terrorism Act of 2001» qui devrait accroître les pouvoirs de la police en matière de mise sur écoute et en autoriser l'utilisation dans de plus nombreuses situations. Selon cette mesure, tous les procureurs fédéraux et des États pourraient ordonner l'installation du système de surveillance «Carnivore» (renommé récemment DCS1000), un programme qu'utilise

le FBI pour filtrer et intercepter tous les messages électroniques des particuliers en se branchant sur les serveurs des fournisseurs d'accès à Internet. Les procureurs pourraient également autoriser une surveillance d'une durée de 48 heures sans avoir recours à l'approbation d'un juge lorsqu'il y aurait une menace «immédiate» à la sécurité des États-Unis.

Les principaux fournisseurs d'accès à Internet américains, tels qu'AOL, Earthlink et Microsoft ont, pour leur part, accepté de coopérer avec le FBI. Ils devraient permettre aux enquêteurs d'examiner les communications électroniques de leurs clients dans l'espoir de trouver d'éventuels indices laissés sur la Toile par les auteurs des attentats. En Grande-Bretagne, les autorités ont demandé aux compagnies de téléphone ainsi qu'aux fournisseurs d'accès à Internet de conserver toutes les données du trafic par précaution.

Le sénateur démocrate de Vermont, Patrick Leahy croit que le projet de loi dépasse grandement l'objectif de contrecarrer le terrorisme et qu'il menace la vie privée des Américains.

Comme le dit le président de Wasabi Systems, «nous devons nous rappeler malgré tout que l'on ne peut préserver la liberté [chère au peuple américain et que clame haut et fort son président] en l'éliminant...»

Voir page Science B 1

L'Empire State aux couleurs du drapeau américain

AGENCE FRANCE-PRESSE

New York — Le sommet de l'Empire State Building s'est illuminé hier soir aux couleurs nationales rouge, blanc, bleu, en hommage aux victimes des attentats du 11 septembre.

Le célèbre gratte-ciel de New York (381 mètres), désormais le plus haut de la ville depuis la destruction des tours jumelles du World Trade Center (WTC) mar-

di, est régulièrement éclairé aux couleurs de différents pays au jour de leur fête nationale.

Inauguré en 1931, l'Empire State Building avait été rouvert aux touristes samedi matin, avant d'être fermé quelques heures plus tard à la suite d'alertes à la bombe.

En 1973, les tours jumelles du WTC (410 m) avaient ravi au célèbre édifice le titre de gratte-ciel le plus haut de la ville.

Figure rassurante pour les Américains

Cheney dans l'épicentre

«Nous avons aussi des informations selon lesquelles jusqu'à six avions avaient pu être détournés»

PHILIPPE DEBEUSSCHER
AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Figure rassurante pour nombre d'Américains en temps de crise, le vice-président Dick Cheney, éloigné de Washington pour des raisons de sécurité, a plus que jamais une place centrale dans l'administration Bush.

M. Cheney, qui s'était cantonné depuis les attentats de mardi dans le rôle de confident présidentiel de l'ombre qu'il affectionne, est réapparu publiquement pour la première fois hier sur la chaîne de télévision NBC pour évoquer ce carnage terroriste sans précédent dans l'histoire et les ripostes que préparent les États-Unis.

Mais mardi au moment des attentats, alors que le président George W. Bush était toujours en Floride où il était allé parler de ses réformes en matière d'éducation, c'est Dick Cheney qui était aux commandes, dans le bunker opérationnel se trouvant au sous-sol de la Maison-Blanche.

Il y avait été joint rapidement par le secrétaire aux Transports Norman Mineta, dont le département supervise l'aviation civile, et la conseillère présidentielle pour la sécurité nationale Condoleezza Rice.

Sa première décision avait été de recommander au président Bush de ne pas rentrer immédiatement à Washington mais de se rendre au quartier général des forces stratégiques sur la base aérienne d'Offutt au Nebraska, où il aurait les moyens de faire face à toute situation.

Mais la décision la «plus difficile» et la plus lourde de conséquences, a-t-il aussi révélé, avait été, après le troisième attentat contre le Pentagone, d'abattre les avions détournés s'ils cherchaient à frapper encore Washington. «C'est ce que nous avons décidé de faire», a-t-il dit sans se départir de son calme.

«Le président a pris cette décision sur ma recommandation. Si un avion refusait de se détourner de la ville et ignorait les instructions données, les pilotes [d'avions de combats] étaient autorisés en dernier ressort à l'abattre», a-t-il dit.

«Menaces crédibles»

Il a rappelé qu'il était alors informé de «menaces crédibles» contre Air Force One, l'avion présidentiel. «Nous avons aussi des informations selon lesquelles jusqu'à six avions avaient pu être détournés», a ajouté M. Cheney, qui était interviewé par NBC à Camp David, la résidence de campagne présidentielle.

Il a ajouté que durant toute la journée il avait été en contact absolument constant avec M. Bush, qu'il soit à bord d'Air Force One ou à la base d'Offutt.

Jeudi, compte tenu des menaces potentielles encore existantes, les services de la sécurité présidentielle avaient jugé nécessaire pour assurer la pérennité du pouvoir aux États-Unis qu'il arrive, d'envoyer M. Cheney à Camp David, située dans des collines boisées à environ 90 km au nord-ouest de Washington. C'est là que depuis les trois derniers jours M.



ALEX WONG REUTERS

Le vice-président américain Dick Cheney, hier.

Cheney, qui avait été le ministre de la Défense de George Bush père, a poursuivi la planification des opérations de riposte en liaison permanente avec George W. Bush et les principaux membres du cabinet. Le président l'y a retrouvé au début du week-end pour poursuivre les préparatifs de réponse américaine. C'est aussi à M. Cheney, déjà responsable du dossier de l'énergie, qu'il reviendra de superviser les nouvelles mesures antiterrorisme qui devront être mises en place aux États-Unis.

M. Bush lui en avait déjà confié la responsabilité il y a plusieurs mois. Mais elle est devenue depuis mardi d'une importance absolument cruciale et elle le restera longtemps.

M. Cheney a averti hier que la guerre contre le terrorisme allait durer «plusieurs années» et que les pays soutenant des réseaux terroristes auraient eux aussi à affronter «les foudres de la colère» américaine.

De Montréal à New York par le béton du sous-sol

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Il y avait un petit peu de génie montréalais dans le colossal sous-sol de béton du World Trade Center (WTC). Les ingénieurs responsables de la construction des tours jumelles de 110 étages chacune s'étaient inspirés de l'exemple du palais de justice de Montréal pour résoudre un important problème: le coulage des fondations dans un sol infiltré d'eau.

«Mes collègues américains voulaient employer une nouvelle technique européenne dite de la paroi moulée pour leur mur périphérique en dessous du sol, raconte l'ingénieur à la retraite Lucien Jacques. Ils faisaient peu confiance aux vendeurs du produit qui leur ont suggéré de venir constater à Montréal les avantages de cette technique. La Tour de la Bourne avait employé la paroi moulée et on était en train de couler de cette manière les fondations du nouveau palais de justice.»

Les États-Unis craignent le pire, une attaque à l'anthrax

Washington (AFP) — Pire que des avions suicide, des attaques biologiques, par exemple à l'anthrax, pourraient anéantir des populations entières, une menace que les dirigeants américains prennent très au sérieux en tentant de s'y préparer.

«Une attaque de terroristes peut arriver à tout moment» et partout: «Ils peuvent nous menacer de guerre chimique, biologique, de missiles», a déclaré hier à la télévision le secrétaire à la Défense américain Donald Rumsfeld, notant que plusieurs «États hébergeant des organisations terroristes disposent d'armes chimiques et biologiques».

Son prédécesseur William Cohen avait déjà tiré la sonnette d'alarme en évoquant une hypothétique dispersion de germes d'anthrax dans le métro de la capitale Washington, qui ferait des dizaines de milliers de morts.

Cette bactérie ne peut être soignée que par des antibiotiques pris immédiatement, or l'anthrax est inodore, indétectable et la maladie mortelle ne se manifeste qu'au bout de plusieurs jours.

«Nous savons qu'Oussama ben

Laden», le riche islamiste soupçonné de plusieurs attentats dont les attaques dévastatrices du 11 septembre à New York et Washington, «cherche à acquérir des armes de destruction massive» et que les auteurs du premier attentat contre le World Trade Center en 1993 «expérimentaient des armes chimiques», a déclaré M. Cohen il y a un an.

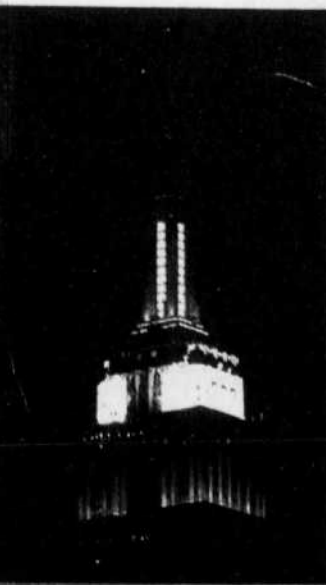
«Plusieurs de nos adversaires potentiels — pays issus de l'Union soviétique, Irakiens, Coréens du Nord — ont un programme de militarisation chimique et biologique, et l'anthrax semble être l'arme de choix car elle est simple et bon marché à produire [...], et qu'elle circule sur le marché noir», a déclaré à l'AFP le général Randall West, un sous-secrétaire à la Défense spécialisé dans ces menaces, cinq jours avant les attentats de New York et Washington. Le danger peut venir d'attentats comme de groupes terroristes, a estimé le général, selon qui le président Saddam Hussein disposait de cette arme pendant la guerre du Golfe en 1991. L'arme pourrait être dispersée par des bombes, missiles ou de simples aérosols agricoles, selon Randall West.

Maladie normalement associée aux herbivores, l'anthrax (ou maladie du charbon contre laquelle Louis Pasteur inventa un vaccin en 1885) peut se communiquer à l'homme. Sous sa forme inhalée, ce bacille — facile à stocker — peut se propager rapidement et tuer en quelques jours. A moins de vaccination préalable.

Pourtant, la vaccination généralisée des forces armées décidée en 1998 par le Pentagone, en commençant par les militaires envoyés dans la région du Golfe, se heurte à des obstacles imprévus.

Le principe d'une campagne en plusieurs doses s'est heurté d'abord à la fronde d'une partie des soldats et de membres du Congrès en raison de cas limités d'effets secondaires allergiques.

D'autre part, le seul producteur de ce vaccin établi en 1970, la compagnie BioPort de Lansing (Michigan), a dû suspendre la fabrication en février 1998 en raison d'une remise aux normes de ses installations. Une autorisation de la FDA, l'Agence fédérale de sûreté des médicaments et aliments, est attendue en octobre prochain.



• ENTRE LE DEUIL ET LA RIPOSTE •

L'enquête progresse sur tous les fronts

« Nous commençons à comprendre comment ce gigantesque crime a été préparé »

D'APRÈS LIBÉRATION, REUTERS ET AFP

Le passeport utilisé par un des terroristes a été retrouvé à quelques centaines de mètres du World Trade Center. Soufflé par l'explosion, il a atterri quelques rues plus loin. Cette découverte a poussé le FBI à organiser une gigantesque opération de ratissage dans les rues du sud de Manhattan, à la recherche d'autres indices. Les enquêteurs rêvent de trouver d'autres objets leur ayant appartenu, voire de quoi les identifier par leur ADN.

Hier, 25 personnes étaient en garde à vue et interrogées par les autorités. Mais, jusque-là, seuls deux hommes ont été officiellement arrêtés. Une première arrestation a eu lieu vendredi à New York. Il s'agirait de l'homme interpellé à l'aéroport John-F.-Kennedy alors qu'il était en possession d'un faux permis de pilote. Le second aurait été interpellé samedi à Jersey City, ville située en face de Manhattan, de l'autre côté de l'Hudson.

Pouvoirs renforcés

« Nous commençons à comprendre comment ce gigantesque crime a été préparé », a affirmé hier l'Attorney General (ministre de la Justice), John Ashcroft. Il a annoncé qu'il allait demander au Congrès de renforcer les pouvoirs du FBI, c'est-à-dire d'assouplir les exigences de respect des libertés publiques. « Il est aujourd'hui plus facile de poser une écoute sur la ligne téléphonique d'un dealer de drogue que sur celle d'un terroriste », a-t-il expliqué.

Le FBI s'intéresse depuis quelques jours à deux hommes au comportement suspect. Interpellés au Texas, à la gare de Fort Worth, ils ont été acheminés vers New York pour être interrogés. Ces deux hommes ont embarqué mardi matin dans un vol partant de Newark, un des aéroports proches de New York. Après l'annonce des attentats et la décision d'interdire tous les survols du territoire américain, leur appareil a atterri à Saint-Louis, dans le Missouri. Les deux hommes ont alors pris le train pour le Texas.

Mercredi, lors d'un contrôle de routine dans le cadre de la lutte contre la drogue, la police a découvert sur eux des cutters et 5000 dollars en liquide. Elle a fait le rapprochement avec les cutters utilisés

par les pirates de l'air le 11 septembre. Le FBI a envoyé une équipe dans l'appartement d'un des deux hommes, dans le New Jersey. Là, les policiers seraient tombés sur deux autres hommes, également interrogés.

Déjà recherchés

Selon plusieurs journaux, deux des terroristes qui étaient à bord de l'avion qui s'est écrasé contre le Pentagone, Khalid al-Midhar et Salem al-Hamzi, étaient déjà recherchés par le FBI dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre le navire de guerre USS Cole, attribué à Oussama ben Laden et commis au Yémen en octobre 2000. *Newsweek* affirme que Al-Midhar aurait été filmé par une caméra de surveillance à Kuala Lumpur (Malaisie) en compagnie d'un homme impliqué dans l'attentat contre le USS Cole, qui a été depuis arrêté au Yémen.

Si cette information était confirmée, elle renforcerait l'idée que les attentats de mardi sont bien l'œuvre des réseaux de Ben Laden, de plus en plus désigné comme suspect numéro 1 par les plus hauts responsables de l'Etat. Le milliardaire saoudien réfugié en Afghanistan a pour sa part affirmé hier, par un communiqué transmis à l'AIP, une agence de presse islamiste basée au Pakistan, « ne pas avoir commis » les attentats du 11 septembre.

Par ailleurs, certains des pirates de l'air présumés qui ont perpétré les attentats mortels à New York et Washington pourraient avoir utilisé les ordinateurs des bibliothèques publiques du Sud de la Floride pour communiquer entre eux.

Selon le *South Florida Sun-Sentinel*, la police et des agents du FBI ont reçu des témoignages selon lesquels certains suspects auraient utilisé les ordinateurs des bibliothèques de Delray Beach et Hollywood, deux villes où auraient séjourné certains pirates dans les mois qui ont précédé cette opération. Le FBI a dressé une liste de 19 personnes, qui auraient selon lui détourné les avions qui se sont écrasés mardi sur le World Trade Center et le Pentagone, faisant plus de 5000 morts ou disparus. Douze d'entre elles auraient séjourné récemment en Floride.

Le quotidien cite une responsable de la bibliothèque de Delray Beach, Kathleen Hensman, qui explique avoir averti les autorités sa-

medi, après avoir lu la liste des suspects du FBI. Mme Hensman se rappelle du nom de Mohlad Alchehri et affirme avoir vu au moins une fois les suspects au cours du dernier mois.

Elle ajoute avoir remarqué deux hommes d'origine proche-orientale un après-midi, car ils ne faisaient pas partie des utilisateurs habituels qui se servent des ordinateurs de la bibliothèque. Ils avaient l'air nerveux et ont utilisé les appareils pendant une heure environ, précise-t-elle. « Ils n'ont pas quitté les ordinateurs des yeux et ensuite m'ont regardé fixement ».

Le quotidien rapporte également que des usagers de la bibliothèque d'Hollywood se souviennent avoir vu Mohammed Atta, l'un des cinq hommes qui, selon le FBI, auraient commandé l'avion qui a percuté la tour nord du World Trade Center.

En outre, un individu interpellé au Canada et soupçonné d'être lié aux attentats du 11 septembre a été remis au FBI, a affirmé hier un porte-parole de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), le sergent Greg Peters. L'homme en question avait été arrêté à l'aéroport Pearson de Toronto. Il était en possession de document « intéressants », soutient la GRC. Il a choisi lui-même d'être remis aux autorités américaines.

Vendredi, *The Globe and Mail* précisait que cet individu était âgé d'une vingtaine d'années et qu'il était en possession de papiers de l'Autorité palestinienne. Il se dirigeait mardi vers les Etats-Unis quand son vol a été détourné vers le Canada après la fermeture de l'espace aérien américain. Les policiers auraient trouvé sur lui un photomontage où il apparaît en uniforme d'agent de bord posant devant les tours du World Trade Center.

Dans la foulée, trois hommes présumés d'origine afghane ont été arrêtés aux îles Caïmans mardi dernier. Ils ont été placés en détention provisoire à la prison Northward, a précisé par voie de communiqué le gouvernement de ce territoire britannique situé dans les Caraïbes.

Une radio locale a reçu une lettre anonyme datée du 29 août qui indiquait que les trois individus arrêtés étaient des « agents d'Oussama ben Laden... qui étaient en train d'organiser un attentat majeur aux Etats-Unis, en utilisant une ou plusieurs compagnies aériennes », ajoute le communiqué.



Des soldats du commandant Ahmed Massoud, assassiné la semaine dernière, allant à ses funérailles.

Pendant ce temps en Afghanistan...

JEAN-PIERRE PERRIN LIBÉRATION

C'est dans le Pandjshir, une vallée de haute montagne, riche et peuplée, qu'il avait rendu légendaire en la transformant en bastion de la résistance afghane à l'invasion soviétique, puis à l'armée des talibans, qu'Ahmed Shah Massoud a été enterré hier. Victime d'un attentat suicide perpétré par deux extrémistes arabes deux jours avant les attaques terroristes aux Etats-Unis, le plus célèbre des Afghans, âgé de 47 ans, a probablement été tué dans l'explosion ou peu après, mais ses proches s'étaient efforcés, jusqu'à vendredi, de faire croire qu'il était en vie pour empêcher la débandade de ses troupes.

Selon l'AFP, des milliers de villageois émus se sont alignés sur les chemins poussiéreux du district de Bozarak pour rendre un dernier hommage au héros dont le cercueil, recouvert du drapeau afghan vert, blanc et noir, est arrivé dans la vallée par hélicoptère en provenance du nord-est de l'Afghanistan. Des drapeaux noirs flottaient sur pratiquement toutes les habitations situées le long du cortège. On pouvait voir aussi des portraits et des bannières à la gloire du rebelle. « Tu es le cœur de chaque Afghan », lisait-on sous certaines photos.

Le cercueil, placé sur un affût de canon, a été remorqué lentement par un véhicule sur une distance de quatre kilomètres vers la colline où le Lion du Pandjshir a été enterré.

Lors des obsèques, Ahmed, 13 ans, l'un des fils du disparu, a pris la parole. « Je veux suivre le même chemin que mon père et obtenir l'indépendance de mon pays. Mon père voulait être un martyr, il a atteint cet objectif, mais pas au bon moment », a déclaré d'une voix claire l'adolescent, faisant fondre en larmes l'assistance. Le successeur militaire de Massoud, le général Mohammed

Fahim, était présent. Très proche de Massoud, dont il a accompagné la carrière, il dirigeait ses services secrets, lesquels ont été impuissants à empêcher l'assassinat. Cet homme de l'ombre ne dispose ni du charisme du disparu ni de sa capacité à mobiliser, à l'heure où la situation militaire risque de connaître d'importants développements.

Fatwa

Du côté des talibans, leur chef suprême, le mollah Mohammed Omar, a signifié hier qu'il n'avait aucune intention d'expulser son « hôte d'honneur » Oussama ben Laden. A preuve, il a convoqué hier les principaux théologiens afghans pour préparer une fatwa (édit religieux qui doit respecter tous les musulmans) ordonnant la jihad (guerre sainte) contre les Etats-Unis en cas d'attaque de ces derniers.

« Les principaux oulémas d'Afghanistan devraient venir à Kaboul pour prendre une décision selon la chari'ah [code islamique] sur une éventuelle attaque du territoire sacré et islamique d'Afghanistan », a déclaré celui qui s'est décerné lui-même, il y a quelques années, le titre d'Amir al-Moemin (commandeur des croyants).

« La fière nation d'Afghanistan défendra le pays islamique à la lumière de leur fatwa et de la chari'ah », ajoute le texte, cité par *Chari'ah*, le quotidien des « étudiants en théologie ». « Si les Etats-Unis attaquent, a recherché le ministre de la Culture et de l'Information, Quadrattullah Jamal, il est clair que nous n'avons pas d'autre choix que la jihad ».

Une délégation pakistanaise se rendra néanmoins aujourd'hui en Afghanistan pour tenter de faire pression sur les talibans et « éviter une catastrophe majeure », selon une source proche du gouvernement pakistanais, citée par l'AFP.

Ces pressions pourraient porter sur l'extradition de Ben Laden.

Ben Laden séjourne en Afghanistan depuis 1996, date de son invitation par l'un des alliés du commandant Massoud. Selon des sources proches de la résistance antitaliban au Tadjikistan, son organisation Al-Qaeda, une légion de volontaires islamistes venus du monde entier s'entraînent en Afghanistan et combattent aux côtés des talibans, et la 55^e Brigade arabe, que Ben Laden commande directement, ont commencé à se déliter dès l'annonce des menaces américaines. Nombreux parmi ces militants seraient ceux qui ont déjà commencé à fuir au Pakistan, sommés d'ailleurs par Washington de fermer hermétiquement sa frontière. Ces volontaires sont estimés entre 3000 et 5000 hommes, venus de douze pays, principalement arabes. Ce sont deux d'entre eux qui ont assassiné Massoud en se faisant passer pour des journalistes. Un responsable du ministère tadjik des Affaires étrangères, Igor Sattarov, a affirmé hier qu'il s'agissait de Kassim Bocouli, 28 ans, et Karim Souzani, 34 ans, originaires du Maroc et vivant en Belgique.

Talibans affaiblis?

La fuite des volontaires islamistes, si elle s'intensifie, risque d'affaiblir les talibans, déjà de plus en plus isolés diplomatiquement. Ainsi, les Emirats arabes unis, l'un des trois Etats à avoir reconnu leur régime, se sont engagés à contribuer à leur isolement. Enfin, les spécialistes de l'Afghanistan s'attendent à la reprise des combats dans plusieurs provinces, notamment le centre et l'ouest du pays, l'opposition armée entend profiter de la situation. En dépit de la mort de Massoud, l'offensive des talibans en direction du nord n'a d'ailleurs pas progressé de façon significative.

Lire, lire, lire...



NAYEF HASHLAMOUN REUTERS

C'EST AVEC UN ŒIL ATTENTIF que ces Palestiniens de Cisjordanie ont lu le récit horrible des attentats qui ont frappé les Etats-Unis mardi dernier. Hier, le premier ministre israélien Ariel Sharon a proposé un arrêt des attaques israéliennes dans les territoires palestiniens en échange d'une trêve, tout juste après une incursion nocturne inédite de l'armée israélienne à Ramallah. Sharon a tenté de désamorcer une crise gouvernementale en acceptant le principe d'une rencontre de son ministre des Affaires étrangères Shimon Peres avec le président palestinien, à condition qu'un « calme absolu » règne pendant au moins quarante-huit heures. Mais Yasser Arafat a déclaré à Gaza être déjà « engagé à un cessez-le-feu avec Israël ». Le leader de l'OLP a assuré être prêt à rencontrer M. Peres, « n'importe où, n'importe quand ».

Les New-Yorkais affluent dans les églises

AGENCE FRANCE-PRESSE

New York — Encore sous le choc, les New-Yorkais se sont rendus en masse dans les églises et les temples hier pour y chercher réconfort et force en vue des épreuves à venir.

Dans Manhattan des files d'attente s'allongeaient sur les trottoirs et aux portes des églises, de nombreux fidèles portant des bouquets ou de petits drapeaux américains.

Dans l'église presbytérienne de la 5^e avenue, au cœur de la ville, il ne reste plus une place libre. Les fidèles se massent dans les allées, les pères prenant leurs enfants sur leurs épaules. Les portes sont restées ouvertes pendant le sermon du révérend Thomas D. Tewell pour permettre au maximum de gens de l'entendre.

Certains se tiennent la main, d'autres s'embrassent. Une femme, submergée par l'émotion, glisse sur le sol, recroqueville ses jambes, tremblant sans pouvoir se contrôler.

Le père Tewell rappelle comment il a laissé les portes de son église ouverte le jour de l'attentat et appelle les fidèles à ne pas perdre la foi et à ne pas s'en prendre à des innocents, Américains d'origine arabe ou émigrants.

« J'espère que nous allons traiter les gens originaires du Moyen Orient et du monde avec respect, que nous n'ajoutons pas à leur mal que nous avons vu à l'œuvre cette semaine. Il est temps pour ceux qui n'ont pas l'habitude de prier ensemble de le faire ».

Addy Elliot explique qu'elle est venue car elle avait besoin de se retrouver parmi les membres de congrégation. « Je ressens l'unité, je ressens la compréhension, je ressens l'unité de notre Nation », assure-t-elle. « J'avais besoin d'être là, nous avons besoin les uns des autres ». La cathédrale catholique Saint John the Divine a été décorée de dessins d'enfants en hommage aux centaines de pompiers portés disparus, et présumés morts, de bougies et d'encens.

« Merci de nous avoir sauvés », « Je suis vraiment fier », clament les simples messages écrits par les enfants près des dessins, qui représentent pour la plupart des tours jumelles en flammes, dans certains entourées de fleurs. Par mesure de sécurité, dans une ville traumatisée, des policiers à l'affût patrouillent les allées.

Sherman Pang, un étudiant de 26 ans, raconte qu'il était dans le métro quand les deux avions-suicide ont percuté les tours, faisant des milliers de victimes, et qu'en temps ordinaire il se rend rarement à l'église. « Mais aujourd'hui c'est différent. Je n'avais pas vraiment prévu de venir, mais je suis passé devant et je suis entré. C'est bien d'être parmi autant de monde. En ce moment je pense que nous avons surtout besoin d'être ensemble ».

Un attentat au gaz sarin avait été déjoué contre le Parlement européen

Londres (AFP) — Un attentat au gaz sarin prévu en février contre le Parlement européen de Strasbourg et orchestré par des cellules financées par le fondamentaliste Oussama ben Laden, principal suspect des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, a été déjoué, selon l'hebdomadaire britannique *Sunday Telegraph*.

Citant des sources proches des services antiterroristes britanniques et judiciaires, le journal dominical précise que l'attaque prévue durant la session du Parlement du 11 au 14 février « devait tuer les 625 députés et un nombre important

de personnalités officielles ». Elle devait marquer le lancement d'une vague d'attentats contre plusieurs institutions en Europe, selon la même source. « L'attentat a été déjoué après une série d'opérations menées par la police allemande », affirme le journal, qui ajoute que « des terroristes algériens basés à Londres et financés directement par ben Laden collaboraient avec des complices à Milan et à Francfort ».

« Six terroristes algériens basés à Londres ont été arrêtés et inculpés à Londres dans le cadre de la loi de prévention antiterroriste », poursuit le journal. « Mais les charges rete-

nues contre eux ont été par la suite abandonnées pour des raisons de sécurité », selon la justice britannique, affirme le *Sunday Telegraph* qui précise que, selon des sources proches des services antiterroristes britanniques, les charges ont été abandonnées « sur demande des services secrets britanniques » qui entendaient surveiller le groupe soupçonné de préparer d'autres attaques. Les services secrets enquêtent aussi sur des soupçons pesant sur deux mosquées à Londres qui « ont levé des fonds pour des organisations terroristes durant les dernières semaines ».



Commission de consultation sur l'amélioration de la mobilité entre Montréal et la Rive-Sud

SÉANCE D'INFORMATION SUR LES PROJETS DE PROMOTEURS PRIVÉS MARDI 18 SEPTEMBRE 2001

Reportée à une date ultérieure

777, rue University (à l'intersection de la rue Antoine) à Montréal

De 9h30 à 12h00.

ÉDITORIAL

La diagonale du fou

Les talibans, les fondamentalistes pakistanais, les Iraniens, les Chinois, la faillite économique, les Américains, la Russie... en adhérant à la communauté internationale, le général Musharraf a peut-être ouvert la porte à la guerre civile.

Le gouvernement pakistanais a donc tranché. Il a acquiescé à la requête formulée par Washington en prenant soin de jongler quelque peu avec les mots, avec les positions. Dans la résolution qu'ils ont adoptée, les militaires commandés par le général Pervez Musharraf ont souligné que le soutien est accordé «à la communauté internationale dans le combat contre le terrorisme». Jamais, c'est à noter, les États-Unis n'ont été mentionnés. Mieux, le ministre des Affaires étrangères du Pakistan a précisé que «la politique du Pakistan étant de toujours appuyer les décisions du Conseil de sécurité, le gouvernement pakistanais se dégage ainsi de ses responsabilités au terme de la loi internationale». On le voit, le Pakistan tente de se défaire. On le comprend.

On le comprend, on le conçoit car ce gouvernement a été appelé à choisir son camp dans un univers se composant d'une multitude de camps. Il était et reste pris entre l'arbre et l'écorce; il a dû résoudre le dilemme cornélien: le devoir d'État ou le devoir de famille. Si l'on veut demeurer un membre de la communauté des nations, si l'on opte pour le devoir d'État, alors on se range derrière les États-Unis, mais également derrière ces pays en butte à l'Afghanistan depuis des années, soit l'Iran, la Russie, la Chine, la Turquie et toutes les républiques d'Asie centrale. Par contre, on ouvre grandes les portes de l'aliénation. Celle des membres de sa famille. Celle de l'Islam. Être condamné à choisir entre le devoir de famille et le devoir d'État, c'est être confronté au tragique de la diagonale du fou.

Il est peut-être probable que l'une des clés pouvant favoriser une compréhension des énormes enjeux auxquels nous faisons face, s'appelle Kargil. De quoi s'agit-il? Au printemps de 1999, l'armée pakistanaise mène une offensive dans la province de Kargil, province du Cachemire alors sous domination indienne. Peu après, le président pakistanais Nawaz Sharif, alors en butte aux militaires, demande au président Bill Clinton qu'il intervienne publiquement pour sonner le rappel des troupes. Que l'on ait fait appel au grand Satan américain, que l'on se soit appuyé sur l'autorité d'une puissance occidentale pour mettre un terme à une aventure guerrière considérée comme une guerre sainte a soudé comme jamais les partis islamistes du Pakistan.

En septembre 1999, 19 formations politiques se regroupent au sein de la Grand Democratic Alliance et exigent le départ du président Sharif. Le Jamaat-e-Islami, le parti islamique le plus puissant du Pakistan fait quotidiennement écho à l'alliance démocratique pendant que le Jamiat ul-Ulema-i Islam et toutes les organisations extrémistes qui adhèrent, dont les talibans, à l'école Deobandi, la plus fondamentaliste de l'univers islamique, se manifestent également. Une quarantaine de personnes sont tuées. La rue est à feu et à sang. L'armée intervient. Elle impose la loi martiale pour la troisième fois depuis l'indépendance du Pakistan, il y a 53 ans de cela.

Depuis lors, l'armée se débat sur tous les fronts. Absolument tous. Sur le front extérieur, le Pakistan s'est aliéné au fil des dernières années la Russie, l'Iran, l'Inde plus que jamais, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et le Kirghizstan qui tous soutiennent l'Alliance du Nord, du défunt commandant Massoud, qui sont en guerre avec les talibans. Qui plus est, ces pays accusent le Pakistan d'être directement impliqué dans les actes commis par les talibans sur leur territoire respectif. Même la Chine a tout un contentieux avec le Pakistan en raison de ce dernier alloue aux fondamentalistes du Uighur Muslil Militants de la province de Xinjiang.

Sur le front intérieur, la récession qui fait des ravages depuis six ans maintenant a plongé le pays dans le gouffre des dettes énormes: plus de 32 milliards. Qu'on y songe: 67 % du budget de l'État est monopolisé par le remboursement des intérêts. Et des intérêts seulement. Surtout, cette saignée économique ayant laminé les classes petites et moyennes, en plus de réduire des millions de pauvres à l'état de dénuement absolu, a grandement favorisé l'expansion des groupes fondamentalistes. Ils n'ont rien à perdre. Absolument rien à perdre en rejoignant les rangs de la branche la plus obscurantiste de l'Islam.

Que les autorités pakistanaises obtiennent des talibans la livraison de Oussama ben Laden ne devrait pas changer grand-chose sur le front intérieur. En ayant satisfait les Occidentaux, les militaires savaient et savent pertinemment que la guerre civile est désormais inscrite à l'agenda de l'histoire.

D* DAVID BENSOUSSAN
L'auteur est vice-président de la communauté sépharade du Québec

L'arrière-plan historique... Le début du siècle a été pour de nombreux pays arabes un choc traumatisant. Le contact avec les puissances coloniales — la France, l'Angleterre et l'Italie — a mis au jour une suprématie technologique dont ils n'étaient pas conscients. Les pays arabes croyaient encore en la suprématie qui était la leur depuis le XVI^e siècle, alors que, repliés sur eux-mêmes, ils vivaient sous le joug ottoman. Le choc fut brutal et il donna naissance au désir de rattrapage par rapport à l'Occident.

Au Moyen Âge, la civilisation arabe s'est développée sur tous les plans: la littérature, la science, la médecine et la philosophie, alors qu'en Europe un certain obscurantisme enrayait toute chance de progrès. L'avance foudroyante des Arabes en Afrique et en Asie s'était affirmée grâce à une infrastructure étatique politique et militaire, qui leur avait conféré la suprématie mondiale. La découverte de l'Amérique en 1492 et l'écllosion de la Renaissance furent les prémices d'un développement européen d'envergure. L'Europe eut ainsi accès à des ressources et des denrées rares, sans avoir recours aux voies caravanières arabes qui exportaient vers l'Europe la laine d'Afrique du Nord, les parfums et les épices de l'Arabie et de l'Inde. Après la découverte de l'Amérique, les pays arabes sombrèrent graduellement dans une

longue léthargie. Cette stagnation faisant contraste avec le dynamisme européen qui culmina avec l'avènement de la révolution industrielle. La nostalgie de la suprématie arabe n'en fut que plus forte.

Au fil des années, deux approches majeures se dessinèrent dans les pays arabes: l'une évolutionnaire, l'autre révolutionnaire. La première visait à conserver le pouvoir en place et à s'ouvrir au monde moderne de façon graduelle. Ce fut l'approche des monarchies, qu'elles soient rigides, comme en Arabie Saoudite, ou qu'elles soient plus tolérantes, comme au Maroc, ou encore celle des petites républiques, telles que la Tunisie ou le Liban d'avant la guerre civile. La seconde approche visait à restructurer la société arabe et prônait une idéologie socialiste: nassériste en Égypte, baathiste en Syrie et en Irak et socialiste en Algérie. Dans le cas du nassérisme et du baathisme, l'on a visé également au panarabisme, soit l'union de l'ensemble des pays arabes dans une structure étatique unique. Le conflit entre ces deux approches s'est poursuivi durant plusieurs décennies: Maroc contre Algérie, Égypte contre Yémen, Libye contre Égypte entre autres, Syrie contre Irak, Irak contre Koweït etc. Les rares périodes d'unisson ont été la volonté d'anéantir Israël en 1948 et 1967, la cause palestinienne après 1967 et, dans une certaine mesure, une forme de tiers-mondisme anti-occidental.

Pays arabes et pays occidentaux

Pour les Arabes, l'Occident représente ce qui, dans le passé, fut la force chrétienne, celle des infi-

dèles ou des croisés, et, par la suite, celle des puissances coloniales occupantes. L'histoire abonde en guerres territoriales impliquant des puissances européennes, d'une part, les Arabes et les Turcs, de l'autre. Mis à part l'extraordinaire symbiose qui a existé en Espagne entre Arabes, catholiques et juifs, les musulmans et les chrétiens ont généralement vécu de chaque côté de la frontière. L'avènement du modernisme a fait confondre l'acceptation du progrès technologique avec l'assimilation à la culture européenne, ce qui a été du reste fort bien démenti par l'exemple du Japon.

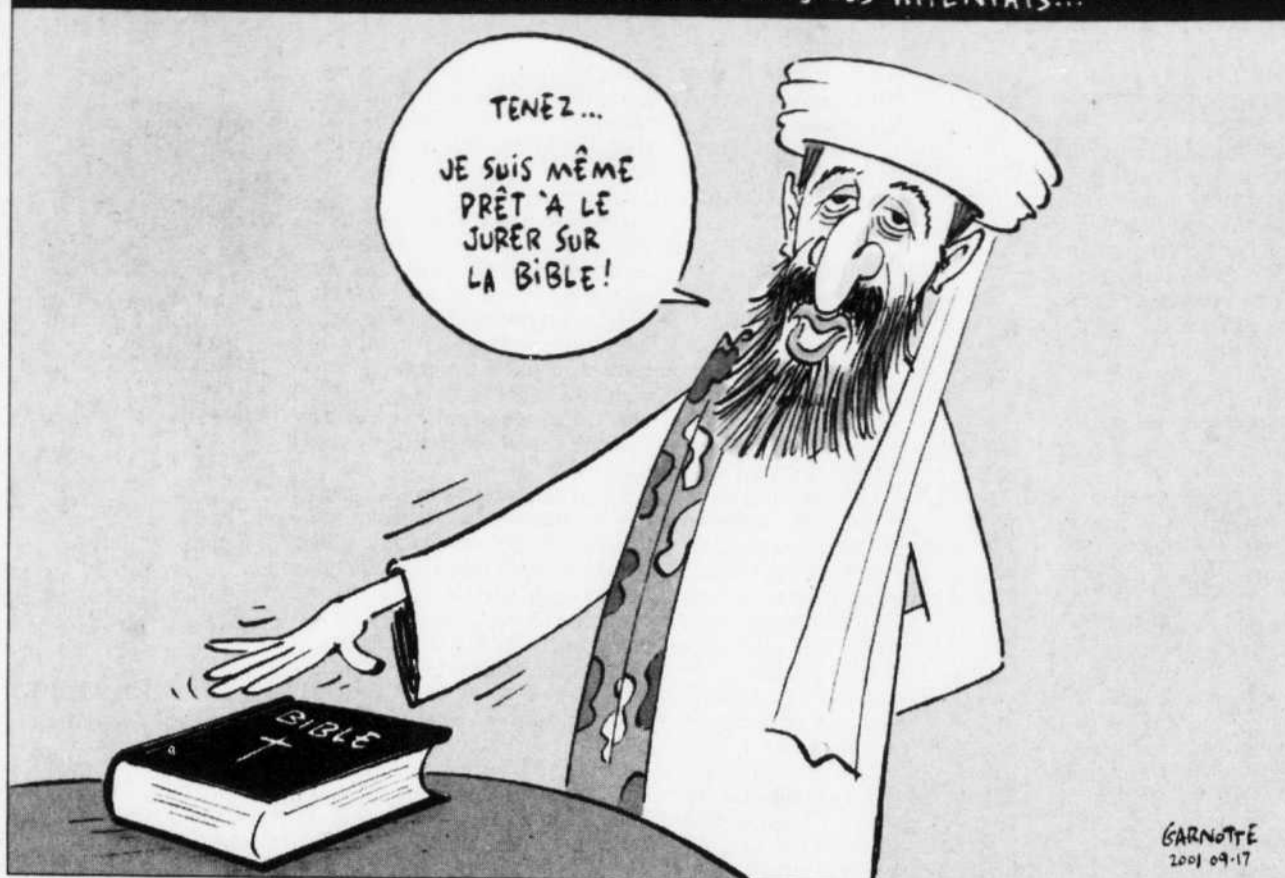
Après la Seconde Guerre mondiale, il y eut une

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFACON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

OUSSAMA BEN LADEN NIE TOUTE IMPLICATION DANS LES ATTENTATS...



L E T T R E S

Le bouc émissaire

Les journalistes ont décidé avant l'armée. Ben Laden est le coupable tout désigné de l'attentat. A mots couverts, on comprend bien qu'aucun être humain civilisé (ce qu'il ne doit pas être puisqu'il refuse l'universalisme des valeurs occidentales) ne serait capable d'un tel geste.

Seul lui, l'ennemi numéro un des États-Unis, peut avoir usé d'autant de violence contre «le phare le plus brillant de la liberté et de la possibilité d'entreprendre dans le monde». Seul lui peut être responsable de la crise qui secoue l'Amérique.

Il faut donc l'éliminer. Frapper ben Laden veut donc dire résoudre cette crise. Le peuple a parlé, la douleur est trop grande; l'Amérique violée dans son intégrité physique. Qu'il soit ou non derrière le coup n'importe finalement peu. La démocratie a besoin d'un responsable et doit répondre absolument aux forces maléfiques qui secouent les bases même de son (ses) édifice(s).

Mais la véritable question, et qui remonte à l'Antiquité grecque, est la suivante: est-il juste de répondre à une injustice par une autre injustice? Autrement dit, en quoi la somme de deux négatifs peuvent-ils donner du positif? N'y a-t-il pas eu déjà assez de morts?

Xavier Brouillette
Étudiant en philosophie, l'UQAM
Mercredi, le 12 septembre 2001

Rage ou joie?

Il y a des expressions de joie qui font peur. Sur plusieurs écrans de télévision, nous l'avons tous vu, des enfants et des adultes palestiniens affichaient leur joie à la suite de l'effondrement des deux tours du World Trade Center. Devait-on montrer ou pas ces images? Il faut noter qu'aucune mise en perspective de ces élans de fête improvisée n'a été faite. Ces images de réjouissance étaient paradoxalement brutales. Elles roulaient sur les écrans comme un effet de généralisation hâtive.

Provocation télévisuelle? Trafiquage médiatique? Je n'en sais rien. Comme je ne sais rien des auteurs de la catastrophe. J'ai vu une seule chose: cette joie contenait une rage. Son expression passait par les yeux des enfants. Un en particulier.

Je n'accuse pas. Je ne serai jamais aussi blessé que ces enfants des camps de Cisjordanie. La pauvreté volontairement entretenue — c'est impossible de l'ignorer — ne peut que déboucher sur la colère. Cette rage dans leur joie est ce qui m'a le plus troublé. Il y a une manière de transmettre l'histoire qui, parfois, permet d'entretenir la haine.

Devant l'arrogance américaine — ces justiciers du monde — on est tenté de comprendre. C'est la mesure de cette haine à l'endroit des États-Unis, toutefois, qui dépasse l'entendement. Et cette mesure, les écrans nous l'ont brutalement montré, est déjà installée dans l'âme de certains enfants qui ont l'âge de jouer à la guerre, non pas de la faire.

Un de ces enfants deviendra-t-il kamikaze? Ce que j'ai vu dans leurs yeux, c'est le potentiel absolu de sa violence qui ne demandera, un jour, qu'à s'exprimer. Je dis ce que j'ai vu, je ne condamne pas. La colère s'explique. Celle des Américains aussi. Mais alors, quel effet aura la riposte annoncée des États-Unis? Qu'est-ce que cette riposte installera de haine pour des centaines, voire des milliers d'années à travers le monde?

Ici comme ailleurs, je n'ai pas peur des enfants. J'ai seulement peur de ce qu'on leur apprend.

Bruno Roy, écrivain
Jeudi, le 13 septembre 2001

Les conséquences d'une paix «impossible»

Après un peu plus d'un mois de recrudescence de la violence guerrière tant en territoire palestinien qu'israélien, les espoirs d'en arriver un jour à une paix durable au Moyen-Orient apparaissent non seulement irréa-

listes mais dérisoires. L'ébauche même d'un dialogue constructif entre Israéliens et Palestiniens apparaît impossible. Une éventuelle rencontre Pères-Arafat qui est déjà vue comme une «trahison» par une majorité de Palestiniens comme d'Israéliens ne pourrait même pas amorcer l'ébauche d'un dialogue constructif entre des «soldats» aveuglés par la haine. Les Nations unies seront plus que jamais divisées et paralysées à la suite des effets de la désastreuse conférence de Durban sur le racisme qui a polarisé encore davantage, sur une scène internationale, les positions idéologiques des belligérants.

Même si une paix durable au Moyen-Orient peut sembler aujourd'hui impossible il reste tout de même sage de la préparer pour les jours où elle deviendra possible. Mais il serait sans doute aussi sage de se préparer à une régionalisation de la guerre que se livrent Palestiniens et Israéliens et aux conséquences désastreuses qu'elle pourrait avoir sur l'équilibre économique et financier du monde.

Il faut tenir compte que le Moyen-Orient est une région où il y a des armes chimiques, bactériologiques et nucléaires et aussi beaucoup de pétrole qui alimentent les pays industrialisés. Une contamination, même très partielle, de cette région pourrait entraîner une baisse significative de ses exportations pétrolières et déclencher une vague de spéculations sur les marchés pétroliers qui provoqueraient en quelques semaines un doublement ou un triplement du prix du baril de pétrole. Le choc pétrolier sans précédent qui s'ensuivrait provoquerait l'effondrement de la bourse japonaise (90 % de ses importations en pétrole proviennent de cette région) et, par effet domino, des autres places boursières. Le dollar US servirait de valeur-refuge et déséquilibrerait toutes les monnaies (y compris l'Euro).

Scénario apocalyptique? Sans doute. Mais probable si la communauté internationale ne réussit pas à faire front commun pour l'éviter. Pierre-Hugues Archambault
Aylmer, 8 septembre 2001

LIBRE OPINION

L'admiration-rejet des Arabes envers l'occident

D* DAVID BENSOUSSAN
L'auteur est vice-président de la communauté sépharade du Québec

L'arrière-plan historique... Le début du siècle a été pour de nombreux pays arabes un choc traumatisant. Le contact avec les puissances coloniales — la France, l'Angleterre et l'Italie — a mis au jour une suprématie technologique dont ils n'étaient pas conscients. Les pays arabes croyaient encore en la suprématie qui était la leur depuis le XVI^e siècle, alors que, repliés sur eux-mêmes, ils vivaient sous le joug ottoman. Le choc fut brutal et il donna naissance au désir de rattrapage par rapport à l'Occident.

Au Moyen Âge, la civilisation arabe s'est développée sur tous les plans: la littérature, la science, la médecine et la philosophie, alors qu'en Europe un certain obscurantisme enrayait toute chance de progrès. L'avance foudroyante des Arabes en Afrique et en Asie s'était affirmée grâce à une infrastructure étatique politique et militaire, qui leur avait conféré la suprématie mondiale. La découverte de l'Amérique en 1492 et l'écllosion de la Renaissance furent les prémices d'un développement européen d'envergure. L'Europe eut ainsi accès à des ressources et des denrées rares, sans avoir recours aux voies caravanières arabes qui exportaient vers l'Europe la laine d'Afrique du Nord, les parfums et les épices de l'Arabie et de l'Inde. Après la découverte de l'Amérique, les pays arabes sombrèrent graduellement dans une

longue léthargie. Cette stagnation faisant contraste avec le dynamisme européen qui culmina avec l'avènement de la révolution industrielle. La nostalgie de la suprématie arabe n'en fut que plus forte.

Au fil des années, deux approches majeures se dessinèrent dans les pays arabes: l'une évolutionnaire, l'autre révolutionnaire. La première visait à conserver le pouvoir en place et à s'ouvrir au monde moderne de façon graduelle. Ce fut l'approche des monarchies, qu'elles soient rigides, comme en Arabie Saoudite, ou qu'elles soient plus tolérantes, comme au Maroc, ou encore celle des petites républiques, telles que la Tunisie ou le Liban d'avant la guerre civile. La seconde approche visait à restructurer la société arabe et prônait une idéologie socialiste: nassériste en Égypte, baathiste en Syrie et en Irak et socialiste en Algérie. Dans le cas du nassérisme et du baathisme, l'on a visé également au panarabisme, soit l'union de l'ensemble des pays arabes dans une structure étatique unique. Le conflit entre ces deux approches s'est poursuivi durant plusieurs décennies: Maroc contre Algérie, Égypte contre Yémen, Libye contre Égypte entre autres, Syrie contre Irak, Irak contre Koweït etc. Les rares périodes d'unisson ont été la volonté d'anéantir Israël en 1948 et 1967, la cause palestinienne après 1967 et, dans une certaine mesure, une forme de tiers-mondisme anti-occidental.

Pays arabes et pays occidentaux

Pour les Arabes, l'Occident représente ce qui, dans le passé, fut la force chrétienne, celle des infi-

dèles ou des croisés, et, par la suite, celle des puissances coloniales occupantes. L'histoire abonde en guerres territoriales impliquant des puissances européennes, d'une part, les Arabes et les Turcs, de l'autre. Mis à part l'extraordinaire symbiose qui a existé en Espagne entre Arabes, catholiques et juifs, les musulmans et les chrétiens ont généralement vécu de chaque côté de la frontière. L'avènement du modernisme a fait confondre l'acceptation du progrès technologique avec l'assimilation à la culture européenne, ce qui a été du reste fort bien démenti par l'exemple du Japon.

La volonté de se conformer à la technologie ou de s'occidentaliser a été très forte dans les milieux arabes. L'admiration de l'Occident a poussé parfois à une imitation hâtive des aspects les moins positifs de l'Occident, au grand émoi des leaders spirituels de l'Islam. Ainsi, la libération de la femme est identifiée, dans un même bloc, à la permissivité sexuelle et la pornographie. La liberté de conscience est assimilée à l'athéisme. La liberté tout court est assimilée au relâchement moral total. C'est donc sur cet arrière-plan que l'on peut comprendre la réaction de l'intégrisme religieux chez les traditionalistes arabes ou musulmans. Certaines valeurs occidentales moins apparentes demeurent ignorées par ces mêmes traditionalistes: le respect de l'individu ou l'individualisme et les droits de la personne, qui sont malheureusement moins vendables que la violence ou la sexualité hollywoodienne. Ces valeurs restent grandement ignorées dans l'ensemble du Tiers-Monde.

Après la Seconde Guerre mondiale, il y eut une

fascination de l'Amérique à l'échelle mondiale. Celle-ci apparut, aux yeux de beaucoup, au premier plan des progrès technologiques et des modes sociales. Cette même Amérique est aussi objet de rejet en raison de sa modernité, laquelle est refusée par les traditionalistes du monde arabe. La vision néocolonialiste de l'Amérique a été également dénoncée par les pays arabes révolutionnaires. Il est vrai qu'à la fin du siècle passé le colonialisme était mu avant tout par un désir d'exploitation égoïste. Mais il est grand temps de reconnaître également d'autres aspects volontairement méconnus du colonialisme. Malgré son attitude condescendante, voire raciste, envers les masses indigènes, le colonialisme n'en a pas moins mis sur pied une infrastructure qui, sur le plan de la scolarité, des besoins médicaux et de l'économie, a fait beaucoup de bien aux pays colonisés. Ces idéologies révolutionnaires n'ont que trop longtemps rabâché l'accusation gratuite que le colonialisme est la source de tous les maux actuels des Arabes.

Aux prises avec l'admiration-rejet de l'Occident et avec l'intégrisme religieux et la fascination d'un passé politico-militaire glorieux, beaucoup de pays arabes n'ont pas encore articulé un devenir qui soit moderne et authentique, et le manque de démocratie étouffe encore beaucoup l'écllosion d'un tel devenir. Le dialogue arabo-occidental est, par ailleurs, alimenté par d'autres facteurs, dont le conflit israélo-arabe qu'il convient de replacer sur l'échiquier moyen-oriental, mais aussi par l'héritage — méconnu en occident — des relations judéo-arabes dans l'histoire qu'il convient également de mettre en perspective.

IDÉES

Des «actes de guerre»

La guerre sainte contre le terrorisme

Les difficultés à venir sont de taille

ALBERT LEGAULT

Directeur du Forum sécurité et défense,
Institut québécois des hautes études internationales,
Université Laval

En faisant du terrorisme sanglant qui a frappé New York et Washington «un acte de guerre», les États-Unis viennent de franchir un pas qui balise automatiquement les débats à venir sur la lutte contre le terrorisme. En la matière, il y a les discours et les actions. Les difficultés à venir sont de taille: comment joindre le geste à la parole? Les discours sont tout à la fois simples et nouveaux. «Un acte de guerre» sur le plan du droit international suppose l'identification d'un État ennemi, ou à tout le moins qu'on déclare une guerre contre un État. Washington et les alliés se creusent donc la tête pour savoir comment sur le plan du droit peut-on légitimement asseoir les fondements d'une action militaire internationale contre un ou des ennemis non encore désignés. En la matière, il y a la Charte de l'ONU. Si le Conseil de sécurité de l'ONU juge que le terrorisme transnational constitue désormais «une menace contre la paix et la sécurité internationales», le processus deviendrait plus clair. Il suffirait que les Cinq membres permanents s'entendent pour ainsi définir la chose. Or l'ONU jusqu'à maintenant n'a fait que condamner le terrorisme. Quant à l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), il exhorte les États à se prêter une assistance mutuelle en cas d'attaque contre l'un de ses membres. On y a donc eu recours pour exprimer la solidarité de tous les membres de l'OTAN face aux malheurs qui viennent de frapper l'Amérique. Tout comme l'Australie a invoqué l'article 4 du Pacte ANZUS de 1951 (Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis) pour prêter assistance aux États-Unis dans leurs opérations de contre-terrorisme en préparation. Et puis, le Conseil conjoint permanent OTAN-Russie s'est réuni pour déclarer l'OTAN et la Russie unies dans leur résolution «à ne pas laisser impunis les responsables d'actes aussi inhumains». Quant au droit de légitime défense consacré dans l'article 51 de la Charte, il ne peut guère non plus être invoqué que contre une attaque armée d'un ou de plusieurs États.

La procédure en cours est donc simple: il faut criminaliser les actes de terrorisme et tenir les États qui soutiennent, encouragent ou prêtent assistance à de tels groupes, «responsables» de ce qui se passe sur leur territoire. Le raccourci est un peu simple, mais les États-Unis ne vont pas s'embarasser de subtilités juridiques. Le Sénat vient d'autoriser le président Bush à recourir «à toute la force nécessaire et appropriée» pour punir les responsables des attentats; 50 000 réserves viennent d'être rappelées, de façon à libérer la régulière pour des tâches de frappe, et la coquette somme de 40 milliards de dollars vient d'être votée pour répondre aux besoins de l'urgence humanitaire et à l'amélioration des moyens de lutte contre le terrorisme. L'Amérique s'organise, l'Amérique se vengera, du moins c'est dans une proportion de 83 % favorable à une riposte, selon les sondages, que l'on présente ainsi l'opinion publique américaine. Le peuple américain, les partis politiques, la Chambre des Représentants et le Sénat sont unis derrière leur président. L'Amérique est en marche.

Les priorités organisationnelles

En marche vers quoi? Qu'on le veuille ou non, les grandes démocraties déclarent la guerre au terrorisme. Donc à cette myriade de groupements hétéroclites fanatiques qui n'ont trouvé d'autres solutions à leur désespoir qu'assassins et destructions aveugles. Les images de New York entrèrent dans tous les manuels d'histoire. Les opérations de riposte feront aussi date dans l'histoire, car la guerre sainte contre le terrorisme sera, comme l'a déclaré le président Bush, la première guerre du XXI^e siècle. À tort ou à raison, l'entreprise a un indéniable caractère moral: le triomphe du bien sur le mal. Nous gagnerons cette guerre, a déclaré le président américain! Mais on peut aussi gagner la guerre et perdre la paix. La violence est sans doute un avatar du système international dans lequel nous vivons. Pour gagner cette guerre, il faudrait faire disparaître la technologie, celle qui s'est développée depuis la grande révolution industrielle jusqu'à aujourd'hui. On peut aussi décider demain de faire disparaître toutes les maisons closes de la planète, de les bombarder, de les éliminer, mais la prostitution recommencera ailleurs. Elle renaîtra de ses cendres, tout comme l'hydre du terrorisme que l'on cherche à abattre.

Ce monstre à plusieurs têtes s'impose à nous comme une réalité percutante du XXI^e siècle. Chaque tête a un nom, une organisation, un territoire qui l'abrite, la cache ou la soutient. Vingt-sept organisations terroristes sont inscrites sur la liste du Département d'État à laquelle on vient d'en ajouter une autre tout récemment. Il faut donc faire le ménage dans tout cela. Des coalitions se préparent, dont certaines étaient hier imprévues.

La difficulté tient ici au fait que plusieurs États, en voulant durant la guerre frapper les États-Unis contre la Russie, se sont retrouvés à pactiser avec les deux, ce qui a entraîné la mise sur pied de coalitions et d'alliances les plus diverses. Celles-ci sont passées du soutien implicite des États-Unis à l'Irak dans sa guerre contre l'Iran, qui fut ensuite renversé au profit de l'Iran, à l'alliance des États-Unis avec le Pakistan qui a formé ses propres moudjahidin. Certaines écoles coraniques, véritables pépinières de la violence, étaient considérées comme utiles lorsqu'elles étaient dirigées contre la Russie, mais sont vite devenues néfastes lorsqu'elles se sont réorientées contre les intérêts de l'Occident. Aujourd'hui, l'Afghanistan, plaque tournante de l'opium et de l'héroïne, est un pays replongé dans le Moyen-Âge, avec sa ribambelle de seigneurs de la guerre qui se disputent les profits et le contrôle de la drogue. Le Pakistan n'a jamais voulu dans le passé aider ou assister Washington dans ses demandes d'extradition du terroriste actif le plus recherché de la



Une Bulgare s'est recueillie, vendredi dernier, dans la cathédrale de Sofia à l'occasion d'une journée de deuil pour les victimes des attentats de la semaine dernière aux États-Unis.

nète, le tristement célèbre saoudien Ben Laden, considérant l'affaire comme un problème américano-afghan. Les choses pourraient demain changer, puisque Islamabad a promis son soutien entier aux États-Unis, mais ce même pays est aussi menacé de l'intérieur par des courants et certaines organisations islamistes dont le pacifisme n'est pas l'étendard principal.

L'organisation de coalitions multiples sur un terrain aussi mouvant n'est donc pas une tâche facile. Les États-Unis, encouragés par leurs alliés, recherchent aujourd'hui activement le soutien des pays islamistes, afin de mettre en œuvre une politique globale de lutte antiterroriste sur tous les fronts. La Russie, la Chine, peut-être aussi demain l'Iran qui a failli en 1998 déclarer une guerre à l'Afghanistan, le Pakistan, les Indes, l'Arabie saoudite, l'Égypte, et nous en passons, ont intérêt à se libérer de tout ce qui nuit à la stabilité de leur régime. Peu importe la façon dont la lutte est envisagée, le renseignement restera vital dans l'organisation des coalitions multiples qui seront mises sur pied pour contrer ce fléau qui atteint désormais des proportions insoutenables. Et cette lutte devrait préférentiellement se faire de concert avec les États concernés, plutôt que contre eux.

En ce qui a trait au PENTTBOM (acronyme qui désigne désormais l'attentat contre le Pentagone et les tours jumelles (TT-Twin Towers) du WTC), la coopération des services de renseignement connaît un rebondissement sans précédent. La Russie, pour des raisons évidentes, a promis son appui entier. Elle dispose de plusieurs troupes dans les pays limitrophes à l'Afghanistan, au Tadjikistan surtout, mais l'appui de la Russie sera incalculable sur le plan du renseignement. L'Inde en prise avec certains mouvements islamistes radicaux a déjà, semble-t-il, selon le *Los Angeles Times*, fourni aux États-Unis d'importantes informations sur les camps d'entraînement et installations utilisés par le terroriste ben Laden, notamment à Asadabad, Sarkandar, Ghazni, Jalalabad, Khost, Paktya et Kandahar. La Syrie aurait aussi promis son concours à travers une lettre du président Bashar Assad adressée au président Bush. Les alliés traditionnels arabes de Washington, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et les autres principautés ont aussi promis leur appui à Washington. Si l'on ajoute à cela les services du renseignement occidentaux et leur coopération soutenue durant les attaques contre les États-Unis, on obtient manifestement une carte de renseignement complexe et tout à fait nouvelle.

Le pendant organisationnel intérieur de cette coopération internationale sera bien sûr le renforcement de toutes les mesures de sécurité dans les aéroports occidentaux et ailleurs. Ici, ce sont les policiers du monde entier qui devront revoir leurs procédures, leur coopération et aussi leurs méthodes d'échange d'information en temps réel et sur une base continue. À cet égard, les événements de New York et de Washington auront un effet salutaire. On ne le savait peut-être pas, mais il est désormais clair que certains avions peuvent être transformés en

siles dangereux et infiniment destructeurs, à condition qu'ils soient de gros porteurs. Il y aura certes un prix à payer pour renforcer la sécurité et la protection des vols aériens, mais la facture sera moins élevée que celle que l'on vient de présenter au Congrès pour la lutte contre le terrorisme. Par ailleurs, il se pourrait qu'aux États-Unis on retire aux compagnies d'aviation la responsabilité de la sécurité des vols et des aéroports, par ce que trop coûteuse, pour la confier à un organisme fédéral.

La riposte militaire

Dans ce nouveau combat engagé contre le terrorisme, les États-Unis ont promis une réponse «patient, ciblée et continue». Tous les scénarios sont désormais envisagés, allant du bombardement des camps d'entraînement de terroristes, à la destruction d'autres installations de soutien et de communication, au renversement du régime en place à Kaboul, sans parler d'autres pays dont on ne connaît pas encore la responsabilité dans les attentats de New York ou de Washington.

Le danger dans tout cela est que les États-Unis en fassent trop. Toutes les contraintes qui pesaient autrefois sur l'engagement de forces américaines à l'étranger sont levées, c'est-à-dire que l'Amérique est prête à verser son sang à travers l'engagement d'opérations de commandos spéciaux, peu importe qu'il s'agisse des Seals (Marine) ou de la Force Delta (Armée). Ce qui, est-il nécessaire de le souligner, sera peut-être beaucoup plus efficace que le recours à de simples missiles de croisière dont les effets sont souvent incertains. Des opérations aériennes contre des installations sises en Afghanistan supposent au minimum que l'espace aérien des pays limitrophes soient mis à contribution, sans doute ceux de l'Inde et du Pakistan, voire même de l'Iran si ce pays décidait de regarder d'un autre côté ou encore de fermer les yeux au moment où des avions emprunteraient son territoire. Pour l'instant, même si l'Iran a condamné les attentats de New York et de Washington, il est loin d'être acquis que Téhéran accepte de prêter son territoire à ce genre d'exercices particuliers, dirigés de surcroît contre des forces coreligionnaires. L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, la Turquie et sûrement plusieurs autres pays acceptent sans doute de permettre l'accès de leurs bases à des appareils des États-Unis ou d'une éventuelle coalition ad hoc pour mener à bien ces opérations.

Plus les alliés ou pays seront nombreux à accepter de participer à ce «nettoyage» antiterroriste, plus les règles d'engagement pourront être fermement définies, ce qui constituera autant de contraintes ou de d'arguments raisonnés capables de limiter l'étendue ou l'ampleur de la colère américaine. En ce sens, la meilleure façon de marquer sa solidarité est de la traduire concrètement par un soutien direct aux actions américaines. Cette participation est peut-être, en bout de ligne, ce qui permettra de distinguer la guerre sainte que l'Amérique nous annonce du simple «nettoyage» antiterroriste qui s'impose au nom de la raison et de la simple sécurité du citoyen, quelle que soit d'ailleurs l'ampleur qu'il prendra.

Serge Bouchard



Du danger d'être humain

Le temps pense toutes les blessures. Mais aurons-nous le temps de les panser? J'ai écrit ce texte en juillet dernier, en Gaspésie. Je n'imaginai alors aucun drame particulier, aucun 11 septembre ensoleillé. Je pensais seulement au drame général de notre humanité.

Quelle est la nature du progrès et sommes-nous dans les temps? Quand nous parlons de nos victoires, de quoi parle-t-on? Du remarquable système de chauffage de mon automobile, de l'extraordinaire qualité de la téléphonie internationale, de la congélation, de l'universalité des images et des dessins animés, de l'amélioration des souliers, de la démocratisation planétaire de la viande hachée, de la mobilité aérienne, de l'habileté chirurgienne, de l'eau chaude et des tomates toute l'année? Dans l'intervalle, que faisons-nous des vieux démons de notre propre humanité?

En regardant le Rocher Percé, il m'est venu cette question: où serons-nous dans quatre cents millions d'années? Car c'est son âge à cette masse de calcaire qui, pour dure et solide qu'elle puisse être, est simplement en train de disparaître. Dans ce dossier, la mer est à la fin de son ouvrage, elle n'est pas loin de le fermer. Encore dix millions d'années et ce bloc dévotion sera réduit à rien. Mais qui pense ainsi à demain? Demain, c'est aujourd'hui et hier n'existe déjà plus du moment qu'un gadget apparaît dans notre mire. L'actualité est trop pleine de nos prouesses pour qu'en plus, nous nous donnions la peine de penser.

Nous publicisons l'idée que nous n'allons plus vieillir et nous sommes facilement convaincus que la science est sur le point de percer le secret de la vie. Pour être heureux en l'an 2001, il suffit d'être raisonnable et de suivre les conseils de ceux qui savent. Le pauvre est pauvre par sa faute. Le riche est riche naturellement et c'est chacun pour soi dans l'arène du confort et de l'indifférence. Pense à toi, écoute ton corps. Et Dieu qui est mort, et Raël qui se porte bien; je crois franchement que nous n'allons pas bien.

Où serons-nous dans dix millions d'années? Nos souliers seront-ils plus confortables? Notre mort plus supportable? Allons-nous nous aimer les uns les autres? Quels seront les coupables de ce temps futur? Les phoques encore, qui mangent tous les saumons, qui mangent toutes les morues? Les coyotes qui mangent tous les chevreuils? Les chevreuils qui mangent toutes les pommes? Serons-nous deux cents milliards d'humains sur la planète à nous disputer un restant de rien? Saurons-nous finalement qui nous sommes et ce que nous voulons? Ou serons-nous les fossiles de nos propres démons?

Pourquoi avons-nous le sentiment que nous allons trop vite pour nos capacités de simplement nous gouverner? Comment diriger un navire quand nous ne savons même pas que nous sommes en train de naviguer? S'il est évident que nous sommes des êtres intelligents et que nos outils sont impressionnants, force est d'admettre que nous ne sommes guère plus avancés sur le sujet du sens du monde que nos lointains ancêtres ne l'ont été. Je propose même l'idée que les Anciens allaient plus loin sur le chemin de la réflexion que nous-mêmes le faisons de nos jours. Nous avons régressé. Obsédés par nos gadgets, nous avons abandonné des pans entiers de nous-mêmes.

La fulgurance du progrès technique nous aveugle plus qu'il nous éclaire. Il est beaucoup trop pointu. Il nous faudrait relire Nietzsche, et puis Montaigne aussi, et combien de sagesse que nous ne savons plus. Il nous faudrait reprendre la pensée où nous l'avons laissée, dans la malle aux dringalles. Qu'en est-il de la beauté du monde? Ou sont passés les disparus? Qu'est-ce que dix millions d'années? Qu'est-ce que l'amour, l'espérance et la compassion? Qu'est-ce qu'un petit enfant, que dire à un malade, comment parler aux vieux? Quand et comment être méchant? Comment parler aux pierres? Rassurer une bête? Quelle est la valeur d'une idée, l'importance d'une parole, le sens d'un écrit? Comment se surpasser, devenir plus fort, plus grand, plus beau, comment mieux gouverner? Mais non. Notre philosophie à cinq sous suppose que l'homme est un gadget comme un autre. Il est manipulable, gérable, programmable, interchangeable, clonable. Son intelligence est artificielle et nos systèmes viendront à bout de tout, temps et espace confondus. La Science, qui ne le voulait pas, est devenue la religion officielle de l'humanité.

Mais Einstein était un homme inquiet. Ne sommes-nous pas l'engeance vitale la plus dangereuse qui soit? On n'arrête pas le Progrès signifie qu'on n'arrête pas le Drame. Nous nous préparons à une guerre des étoiles sans savoir le pourquoi de la guerre ni le sens des étoiles. Il est dangereux d'être humain. L'Homme assassine l'humanité.

Nous avons besoin de philosophie. Nous avons besoin de philosophes, de géologues, d'astrophysiciens, de moralistes et de mémorialistes. Car nous sommes plus beaux que nous pensons, et bien plus forts aussi. Qui sait le nouveau monde que nous pourrions créer si nous nous en donnions la peine? Le danger de l'homme vient de ses certitudes. L'intolérance est confortable, le fanatisme est ridicule. Mais le ridicule tue.

Le Rocher Percé s'érodéra dans le silence, il va s'effriter en notre absence. Car, partis comme nous le sommes, nous ne tiendrons pas la route.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous prendrons contact avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com). N'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Valérie Dufour (général), François Cardinal (actualité municipale), Marie-Andrée Choinard (éducation) Yves d'Avignon (sports), Paul des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Dominique Remy, José Boileau, Éric Desrosiers, Pauline Gravel (scientifique), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Ducloux et Christine Dumazet (rédacteurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels) à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Claude Lévesque, Claude Turcotte, René Lewandowski à l'information internationale: Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Marco Cornelleri (correspondants parlementaires à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy (commis). La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gyslaine Côté, Marlène Côté, Martin Fournier, Véronique Géraud, Anouk Hurlbut, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruellan, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yanick Zuida. PROMOTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable intérimaire), Hélène Gervais, Dominique Larivière, (responsable de la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Olivier Lachambre (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (secrétaire administrative), Danielle Lapierre, Caroline Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

WALL STREET

SUITE DE LA PAGE 1

écran cathodique lorsque, à quelques mètres à peine, des centaines de secouristes s'affairaient sans perdre espoir.

Les Américains semblaient d'ailleurs se relayer au cours du week-end pour soutenir les pompiers, policiers, médecins et autres qui travaillent presque jour et nuit sur les lieux depuis mardi. Sur la rive ouest du Lower Manhattan, au coin de la 12^e avenue et de Houston Street, là par où passent la majorité des véhicules d'urgence lorsqu'ils quittent les décombres, des centaines de personnes attendaient les secouristes pour les encourager, et ce, depuis près d'une semaine.

«Ce sont de véritables héros, a indiqué Lisa, une jeune femme bien installée sur le toit d'une mini-fourgonnette pour exprimer son soutien aux secouristes. Ils continuent de travailler aussi fort que le premier jour alors que les chances de trouver des survivants sont, disons-le, de plus en plus minces.»

Melissa, assise à ses côtés, ne pouvait qu'abonder dans ce sens. «Il ne faut pas oublier qu'en plus, ces gens-là [les policiers et les pompiers] creusent les décombres en ne trouvant la plupart du temps que des parties de corps humains qui d'ailleurs appartiennent quelquefois à leurs anciens collègues qui sont morts en tentant de sauver des gens le jour où les tours du World Trade Center se sont effondrées.»

Il faudra pourtant que la vie reprenne son cours un jour ou l'autre. Et mieux vaut que cela se fasse le plus rapidement possible, estiment les autorités new-yorkaises. «L'objectif est d'ouvrir autant que possible tout le secteur à l'est de Broadway, a précisé le maire Giuliani. Nous aimerions que Wall Street reprenne le plus possible ses opérations dès lundi [aujourd'hui].»

Ainsi, ces deux derniers jours, ils étaient des milliers à s'affairer pour donner l'impression qu'aujourd'hui est une journée comme les autres sur la pointe de Manhattan. Téléphone, électricité et transport en commun, telles étaient les priorités cette fin de semaine. Le drame du World Trade Center a évidemment provoqué une panne de courant monstre, touchant ainsi des milliers de gens et de compagnies. L'entreprise qui a le mandat de réacheminer le courant dans cette partie de la ville, Consolidated Edison, ne cachait pas qu'un travail colossal l'attendait: elle devra installer pas moins d'une quarantaine de kilomètres de câble pour remettre la machine en marche.

Puisqu'elle n'a évidemment pas eu le temps de réaliser ces travaux au cours des derniers jours, une solution temporaire devra faire l'affaire. Con Ed, comme on l'appelle ici, tentait hier de rebrancher la majorité des édifices en installant quelque 100 000 pieds de câble. Mais, bien que temporaire, cette solution prendra plusieurs jours voire plusieurs semaines avant d'être efficacement implantée. On s'attendait toutefois à ce que la partie la plus importante de Wall Street soit ainsi rebranchée ce matin.

La situation est presque identique pour Verizon, l'équivalent de Bell pour les New-Yorkais. Cette dernière fait partie des nombreuses entreprises qui ont vu leurs installations sévèrement endommagées par l'attaque, si ce n'est disparaître complètement. Verizon tentera donc aujourd'hui d'exploiter un autre de ses édifices afin que les courtiers de Wall Street puissent décrocher leur combiné dès ce matin. Mais le reste du Lower Manhattan devra attendre, tant pour l'électricité que pour le téléphone.

Les deux entreprises avaient bon espoir hier de relever ce défi afin de redonner vie au quartier des affaires. Et vie il y aura si quelque 75 000 personnes prennent d'assaut les rues de Wall Street tel que prévu.

Le New York Stock Exchange et le Nasdaq ont réalisé plusieurs tests concluants samedi et hier afin de s'assurer que tout est maîtrisé ce matin, ce qui n'est pas une mince tâche puisque 20 % des câbles par lesquels le NYSE était alimenté ont été endommagés. Le New York Stock Exchange est situé à quelques pâtés de maisons à peine des anciennes tours jumelles du World Trade Center.

La situation est toutefois différente pour le Nasdaq, situé à Times Square. Dans ce cas-ci, les problèmes qui pourraient survenir seraient plutôt liés aux entreprises qui ont des bureaux à Wall Street et avec lesquelles le Nasdaq cultive des liens étroits. Mais, tant du côté du NYSE que du Nasdaq, on pensait hier que les choses allaient reprendre leur cours aujourd'hui.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Contrat de vente 40012291 Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Jeanne d'Arc Charlebois s'éteint à 80 ans

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Pour la seconde fois, les turlutes de la Bolduc sont interrompues par le deuil. Veuve d'Olivier Guimond, Jeanne d'Arc Charlebois, cette chanteuse québécoise ayant fait une longue carrière en imitant Mary Travers — et à ce jour sa meilleure interprète — vient de s'éteindre des suites d'un cancer à l'âge de 80 ans. Avec elle, c'est tout ce merveilleux répertoire populaire de la Bolduc si vivant, fantaisiste et humain qui s'efface un peu plus. Ce sont le bouton su'l bout de la langue et la randonnée du dirigeable R-100 qui disparaissent davantage des mémoires.

Un lien direct se coupe, car Jeanne d'Arc Charlebois chantait Mary Travers, dite la Bolduc, depuis l'âge de seize ans et avait commencé en 1936 du vivant de son modèle. Elle ne l'avait rencontrée qu'une seule fois en 1939 et si Mary Travers s'était d'abord irritée de l'existence de cet écho chantant (envoyant

même une lettre d'avocat aux parents de Jeanne d'Arc Charlebois), elle lui avait vite donné son feu vert en comprenant que les imitations constituaient un hommage à son talent et non une moquerie.

Née à Montréal rue Parthenais, Jeanne d'Arc Charlebois avait commencé à imiter la chanteuse de La Cuisinière et de Johnny Monfarleau dans un concours d'amateurs à la radio CHLP de Montréal, puis pressentie pour donner des spectacles, elle devait vite faire carrière sur les planches où sa mère l'a d'abord accompagnée comme pianiste. Le qualité de sa voix et l'immense registre de ses imitations — elle pouvait aussi bien imiter les claquettes de Fred Astaire que la trompette de Louis Armstrong — lui valurent bientôt la renommée.

Sa popularité fut grande sur la scène des théâtres de variétés au cours des années 40, 50, 60, surtout après la mort de la Bolduc en 1941 dont elle avait pris un peu le relais pour la voix. Dès le milieu des années 50, fraîchement séparée du comédien Olivier Gui-

mond, Jeanne d'Arc Charlebois a fait beaucoup carrière en France et s'est fait connaître dans l'Hexagone sous le nom de Jeanne Darbois. Celui de Jeanne d'Arc était là-bas trop chargé historiquement; elle n'en pouvait plus de lire des articles sur ses performances qui débutaient par «Jeanne d'Arc brûle les planches».

L'interprète, qui contribua beaucoup à faire connaître le répertoire de la Bolduc outre-Atlantique, a fait le tour des scènes d'Europe et fut même reçue à l'Élysée par le président René Coty. Elle chanta aussi pour la duchesse de Windsor, Rainier de Monaco et constitua une attraction dans une revue des Folies-Bergère. A son retour au pays, au début des années 70, le public québécois la bouda quelque temps de l'avoir trompé avec la France mais, en 1972, Jeanne d'Arc Charlebois consacra avec le fabuleux violoniste Ti Jean Carignan un disque au répertoire de la Bolduc qui la remit en selle. Ce disque redonna aussi une vogue à Mary Travers, si injustement boudée par plusieurs intellectuels de son vivant.

AFGHANISTAN

SUITE DE LA PAGE 1

Et nous ferons appel à votre force car le chemin vers la victoire pourrait être long.»

Le Pakistan dit oui à Bush

Les États-Unis ont toutefois gagné un appui important au cours du week-end. Le Pakistan, cet allié des talibans au pouvoir en Afghanistan, a promis samedi son «entière collaboration» aux Américains. Islamabad dépêchera d'ailleurs dès aujourd'hui une délégation en Afghanistan pour envoyer un ultimatum aux talibans: «rendez ben Laden ou exposez-vous à des représailles féroces.»

Ben Laden vivrait en Afghanistan depuis 1996 et les autorités afghanes, qui le qualifient d'«invité», refusent de le rendre malgré les sanctions des Nations unies. Le gouvernement a réaffirmé son soutien à ben Laden hier.

Le Pakistan a aussi accepté le déploiement sur son territoire d'une éventuelle force internationale ainsi que l'utilisation de son espace aérien. Le secrétaire d'État américain Colin Powell a annoncé qu'une délégation serait envoyée à Islamabad «dès que nous aurons une idée plus précise de ce dont nous aurons besoin et du soutien qui pourrait être nécessaire de la part de nos amis pakistanais.»

Le Pakistan a toutefois exigé que toute action entreprise par les États-Unis soit approuvée par les Nations unies. Et le pays a aussi déclaré qu'il «continuerait à agir en conformité avec son appui à l'État de l'Afghanistan», une façon d'exprimer l'ambiguïté du gouvernement pakistanais qui ne veut pas s'attirer les foudres de Kaboul, qui a menacé d'une «attaque massive» tout État qui entrerait en conflit direct avec lui.

Le Pakistan joue maintenant la carte économique, espérant qu'une collaboration avec les États-Unis améliorera son image internationale et lui permettra d'obtenir plus d'argent de la Banque mondiale ou du Fonds monétaire international. Le Pakistan est l'objet de sanctions depuis 1998 pour avoir procédé à des essais nucléaires près des frontières de son ennemi, l'Inde.

Kaboul de plus en plus isolée

Les États-Unis dépêcheront aussi sous peu une délégation auprès des seuls deux autres pays à reconnaître le régime des talibans, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis, pour leur demander de rompre leurs relations. Déjà hier, les Emirats arabes ont annoncé qu'ils étaient en train de «reconsidérer» leurs relations avec l'Afghanistan.

Quant à l'Iran, voisin de l'Afghanistan, elle a décidé samedi de fermer sa frontière de 900 kilomètres et le Pakistan s'appretait à lui emboîter le pas. Des réfugiés afghans commencent à affluer par crainte des représailles à venir. Kaboul a demandé samedi aux derniers ressortissants étrangers encore en poste de quitter le pays.

Réticences européennes

La rhétorique guerrière de Washington a toutefois été accompagnée d'un appel au calme de la

part des alliés européens. Il faut éviter, entendait-on, de dresser le monde musulman contre le monde occidental.

En France, où résident deux millions de musulmans, le ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine, a invité les États-Unis à ne pas tomber dans le piège tendu par les terroristes de déclencher un «choc des civilisations». «[Les terroristes] doivent espérer une réplique massive, indiscriminée, mélangeant toutes les cibles et dressant dans une vague de douleur et de haine sans précédent l'ensemble du monde arabe et musulman contre l'ensemble du monde occidental.» «J'ai bon espoir que les dirigeants américains puissent concevoir une réponse forte et justifiée à ce qui s'est produit sans tomber dans le piège diabolique qui a dû être conçu par les instigateurs de l'attentat.» Le président Jacques Chirac, qui doit se rendre demain à Washington, réaffirmera son soutien à la lutte contre le terrorisme mais formulera lui aussi un appel à la prudence.

«Sans aucun doute, il est nécessaire de créer une grande coalition internationale pour lutter contre le fléau du terrorisme», a déclaré le chef de la diplomatie européenne, Javier Solana, au quotidien espagnol El País.

Mais Solana a lancé une mise en garde contre toute réaction disproportionnée, qui «offenserait ou humilierait» des confessions ou des peuples entiers.

L'Indonésie, plus grand pays musulman au monde, a de même appelé les États-Unis à ne «pas faire de l'Islam un bouc émissaire». Le vice-président Hamzah Haz a même déclaré: «nous espérons que cette tragédie purifiera les péchés des Américains.»

Par ailleurs, le vice-président américain Dick Cheney, a reconnu que les pilotes militaires avaient reçu l'ordre, mardi peu de temps après les attaques contre le WTC et le Pentagone, d'abattre tout avion commercial survolant Washington qui aurait refusé de changer sa trajectoire. «Le président avait pris la décision suivante: si un avion ne changeait pas de cap, s'il ne respectait pas l'interdit de vol au-dessus de la ville, en dernier recours, nos pilotes avaient l'autorisation de l'abattre.»

Plus de disparus, moins d'espoir

Le nombre de personnes portées disparues a augmenté hier, selon les chiffres préliminaires, passant à 5097. Quelque 180 corps ont été retrouvés dans les décombres des deux tours jumelles et 115 ont pu être identifiés. 189 personnes auraient péri au Pentagone et 44 dans l'écrasement du quatrième avion en Pennsylvanie. Seulement cinq personnes auraient été sorties vivantes des décombres, soit deux mardi et trois mercredi. Enfin, le Canada a revu à la baisse le nombre de ses ressortissants qui auraient pu se trouver sur les lieux des attentats et dont on n'a toujours pas de nouvelles pour le fixer entre 40 et 75 personnes. Trois Canadiens, tous à bord des avions détournés, auraient perdu la vie selon les données confirmées.

Avec l'Agence France-Presse, Reuters et l'Associated Press

BOURSES

SUITE DE LA PAGE 1

C'est pour mieux chasser le spectre d'une méchante spirale boursière que les professionnels américains appellent leurs concitoyens à ne surtout pas céder à l'affolement général. Charles Schwab, le fondateur du premier courtier en ligne des États-Unis, a pris la plume pour adresser à ses abonnés un message de sérénité. «Il faut dire avec certitude que les événements tragiques de mardi dernier ne dicteront jamais le comportement des marchés financiers à long terme. Aux baisses suivent toujours des rebonds», écrit-il dans les pages de son site Internet. Sur celui du site financier Morningstar, Paul W., un actionnaire, s'interroge: «Est-ce une bonne idée de vendre toutes mes actions américaines et d'aller investir en Europe?» La réponse du conseiller financier est formelle: «Comme des millions d'entre nous, Paul est choqué et en colère. Mais ce ne sont pas de bonnes raisons pour vendre ses actions. Au contraire, il faut continuer avec la même stratégie de long terme.» Sur Forbes.com, même mise en garde: «Surtout, n'essayez pas de jouer avec la crise. Ne passez aucune opération ce lundi.»

Entre prudence et acte de patriotisme, il n'y a qu'un pas. «Les actionnaires ne doivent pas succomber à la panique. C'est exactement ce que les terroristes veulent voir. Cette catastrophe doit nous rappeler qu'une baisse de quelques points de notre portefeuille boursier ne fait pas partie des choses les plus importantes de la vie», explique le site d'information financière SmartMoney.com. Si bien que certains observateurs attendent un réflexe de solidarité boursière. Après la frénésie d'achat de bannières étoilées, les actions. «D'ici les prochaines semaines, il faut s'attendre à un mouvement de soutien patriotique sur les Bourses américaines», affirme Robert Reid, analyste de Briefing.com.

Rachats en masse

Méthode Coué? C'est bien l'avis de Tobias Levkovich, de la banque Salomon Smith Barney, qui prévoit, lui, une baisse comprise entre 4 et 7 %, dès le premier jour d'ouverture de Wall Street. «La peur d'un krach est présente. Beaucoup de gens ont en tête de vouloir sortir du marché le plus vite possible», a confirmé le vice-président de la société de Bourse Fahnstock. Si bien que les autorités américaines sont sur leurs gardes, prêtes à parer à un mouvement de panique généralisée. Exceptionnellement, la Securities and Exchange Commission (SEC), le gendarme de la Bourse, a autorisé les entreprises à procéder à des programmes de rachat d'actions sans avoir besoin de respecter les restrictions habituelles en matière de calendrier et de volume. Ainsi le géant des équipements en télécommunication Cisco a-t-il d'ores et déjà annoncé un programme de trois milliards de dollars de rachat de ses titres pour anticiper la chute de son cours. Par ailleurs, la SEC a installé un numéro vert pour répondre dans l'urgence aux éventuelles angoisses d'actionnaires individuels affolés. Même si ce n'est pas une véritable déclaration de crise, cela y ressemble beaucoup...

TOURNAGE

SUITE DE LA PAGE 1

Cette culture n'a pas été créée ou encouragée par les talibans. Elle existait bien avant eux. Les talibans ont d'ailleurs un ministre anti-drogue qui veut bien lutter contre ce fléau mais qui apparaît plutôt comme un dignitaire d'opérette.

Le problème vient de ce que les champs de pavots sont surtout situés dans les provinces qui ont d'abord soutenu les talibans. Si on interdit cette culture non seulement les talibans se coupent des tribus qui les ont d'abord soutenus mais ils n'ont rien strictement rien d'autre à proposer aux paysans qui veulent nourrir leurs familles. Ils ferment donc les yeux... et perçoivent en passant une taxe sur le commerce.

Résultat: l'Afghanistan produit 4000 tonnes d'opium, fournissant ainsi les trois quarts de la planète, de cette pâte d'opium qui deviendra l'héroïne vendue dans les grandes villes.

Dans le marché public de Sangin 200 des 300 boutiques en plein air vendent de l'opium aux trafiquants lourdement armés qui arrivent de l'Iran et du Pakistan pour négocier avec des vendeurs roublards accroupis devant leurs balances rouillées. Les images clandestines prises dans ce village sont stupéfiantes. Tout comme celles des premiers clients de cette héroïne, les épaves qui hantent les bas-fonds de Karachi se promenant dans la rue avec l'aiguille plantée dans le bras en permanence.

L'Opium des talibans, ce soir à 21h à Télé-Québec dans le cadre de «L'œil ouvert».

VENGEANCE

SUITE DE LA PAGE 1

D'autres actes terroristes suivront. Je crois, comme bien d'autres, que si des symboles de nos démocraties ont été attaqués, il faut répondre démocratiquement à cette violence en utilisant la justice, qui est aussi une forme de violence, une forme de punition, mais qui permet de repacifier les rapports humains. On ne peut humanement accepter les représailles à l'aveugle. Il faut utiliser les mécanismes prévus, retrouver les coupables, les traîner devant les tribunaux, les inculper de crimes de guerre, les punir. Je crois que toute l'histoire du monde, toute l'histoire de l'Occident montre qu'aucune vendetta ne délivre des souffrances. Au contraire.»

On devine l'idée girardienne des «rites de pacification», seuls mécanismes éprouvés pour délivrer de l'obsessive loi du talion. M. Jeffrey se décrit comme «un arrière-petit-fils de René Girard», dans la famille, mais tout de même critique. Il précise notamment ne pas adhérer au «message évangélique» du maître. «Je le reprends et je le colore à ma façon, dit-il. Je ne suis pas né dans l'eau bénite. Je n'éprouve pas de sentiment anticlérical et, en même temps, je suis fasciné par l'héritage chrétien. Girard affirme que seul l'amour peut sauver de la vengeance. On peut dire que les petits et les grands rituels de délivrance permettent de se travailler soi-même, personnellement et collectivement, pour redevenir libre, pour se libérer de l'ob-

session vengeresse qui contamine l'existence.»

Il cite alors les manifestations concrètes en cours aux États-Unis et ailleurs dans le monde pour soutenir les victimes de l'immense tragédie: les dons de sang, les manifestations de solidarité, les minutes de silences observées la semaine dernière par des dizaines de millions de personnes. Ces rites de pacification sont des legs du christianisme, dit le professeur, sans nier la part ambivalente du sacré, une force capable de guérir et de blesser. La religion peut aider les survivants à accepter leur peine et servir de caution aux fous de Dieu. «La religion est un moyen et son utilisation varie en fonction des individus et des contextes. La religion sert aux Américains à se retrouver dans leurs épreuves. Le président Bush cite la Bible. On organise des cérémonies religieuses. Ailleurs, la religion peut fédérer les populations aux prises avec des dictateurs ou des situations socio-économiques effroyables.»

Les appels répétés à la guerre entre le Bien et le Mal lui apparaissent cependant désolants et aussi néfastes que le problème à résoudre. «Ce qui se passe à New York est en partie le fruit de politiques américaines au Moyen Orient et un peu partout sur la planète depuis une soixantaine d'années, conclut le professeur Jeffrey. En engageant la lutte contre le terrorisme avec une telle attitude, nos dirigeants imitent l'idéologie de ces fous qui viennent de détruire le World Trade Center.»

Restaurant Gutenberg — cuisine française qui fait bonne impression

CE MIDI
Entrée + Osso bucco de cerf braisé
à l'erbe + dessert + 15\$

CE SOIR
Entrée + Carré de porclet du Québec
aux pommes et poires + dessert + 23\$

359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • Place des Arts • Tél.: 285-8686 • gutenberg@qc.airs.com